

CA1  
EA533  
94P08  
FRE  
ex.1  
DOCS

NON CLASSIFIÉ

***Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international***

**GROUPE DES POLITIQUES**

**N° 94/08**

---

**Croissance économique et pays en développement :  
Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne**

par

**Richard E. Mueller  
Analyste des politiques  
Direction de la planification économique  
Groupe des politiques**

**Avril 1994**

---

Les documents du Groupe des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et les questions internationales. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe des politiques (CPB), Affaires étrangères et Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 [Tél. : (613) 944-0367; télécopieur : (613) 944-0375]. On peut obtenir des copies de ce document en faisant la demande à InfoCentre (BPTE) du Ministère [1-800-267-8376; région outaouaise tel: (613) 944-4000; télécopieur : (613) 996-9709], en mentionnant le code SP42F.

An english version of the Paper is also available.

## DOCUMENTS DU GROUPE DES POLITIQUES - POLICY STAFF PAPERS

Récents documents sur des questions économiques et de politique commerciale :  
Recent papers on Economic and Trade Policy Issues :

### A) DOCUMENTS SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE :

1. La mondialisation et la politique officielle au Canada : à la recherche d'une paradigme, par Keith H. Christie. Document n° 93/01 (janvier 1993). \* SP19
2. Trade and the Environment : Dialogue of the Deaf or Scope for Cooperation?, par Michael Hart et Sushma Gera. Document n° 92/11 (juin 1992). SP18
3. La mondialisation : Incidence sur la dynamique du commerce et de l'investissement, par Dennis Seebach. Document n° 93/07 (juin 1993). \* SP25
4. Le contrôle des fusionnements à l'heure de la libéralisation des échanges : convergence ou coopération?, par Nicolas Dimic. Document n° 93/09 (août 1993). \* SP27
5. Les consortiums technologiques : le dilemme du prisonnier?, par Rhoda Caldwell. Document n° 93/10 (août 1993). \* SP28
6. La durée optimale des brevets dans une économie commerçante : matériaux pour l'avenir de la politique commerciale, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/12 (octobre 1993). \* SP30
7. L'émergence d'une politique commerciale stratégique : chacun pour soi et dieu pour tous, par I. Prakash Sharma et Keith H. Christie. Document n° 93/14 (décembre 1993). \* SP32
8. Mesures de conformité et règlement des différends dans les accords environnementaux internationaux : deux poids, deux mesures, par Keith H. Christie. Document n° 93/15 (décembre 1993). \* SP33
9. Effets de l'intégration des marchés sur le commerce et la politique commerciale, par James McCormack. Document n° 94/01 (février 1994). \* SP35
10. La nouvelle Jérusalem : la mondialisation, la libéralisation du commerce et certaines incidences sur la politique canadienne du travail, par Rob Stranks. Document n° 94/02 (février 1994). \* SP36
11. Competition Policy Convergence : The Case of Export Cartels, par William Ehrlich et I. Prakash Sharma. Document n° 94/03 (avril 1994). SP37
12. Programme de diversification du libre-échange au lendemain de l'ALENA et des NCM, par Keith H. Christie. Document n° 94/04 (janvier 1994). \* SP38
13. Stratégies mondiales et investissement étranger direct : dimension commerciale et économique au Canada, par Julie Fujimura. Document n° 94/07 (février 1994). \* SP41
14. Competition and Trade Policy Interface: Some Issues in Vertical Restraints, by I. Prakash Sharm and Prue Thomson. Document n° 94/11 (À paraître). SP45
15. Competition Policy Convergence : Abuse of Dominant Position, par I. Prakash Sharma, Prue Thomson et Nicolas Dimic. Document n° 94/12 (À paraître). SP46

**Croissance économique et pays en développement :  
Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne**

|   |    |
|---|----|
| Résumé .....  | 2  |
| Executive Summary .....   | 3  |
| 1. Introduction .....   | 5  |
| 2. La théorie conventionnelle de la croissance .....  | 7  |
| 2.1 Le modèle théorique .....   | 7  |
| 2.2 Les résultats de la recherche .....   | 8  |
| ● Les revenus convergent-ils avec le temps? .....   | 8  |
| ● La croissance démographique .....   | 10 |
| ● L'investissement dans le capital physique .....   | 12 |
| ● Le modèle néo-classique cerne-t-il bien<br>les origines de la croissance? .....                 | 14 |
| 3. Évolution récente de l'étude de la croissance économique .....                                 | 15 |
| 3.1 La nouvelle théorie de la croissance .....  | 15 |
| 3.2 Au-delà du modèle néo-classique :<br>les autres catalyseurs de la croissance économique ..... | 16 |
| ● L'investissement dans le capital humain .....   | 17 |
| ● Le commerce .....   | 19 |
| ● Le rôle du gouvernement .....   | 30 |
| 4. Conclusions et éléments d'une politique canadienne .....                                       | 36 |
| Annexe .....  | 40 |
| Bibliographie .....   | 42 |

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

AUG 7 1996  
AOUT

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

43 277 074

## Résumé

Les expériences de croissance économique des pays en développement ont été sensiblement différentes depuis la fin de la seconde Guerre mondiale. Certains pays comme Taïwan et la Corée du Sud ont réussi à accroître de cinq à six fois leurs revenus réels par habitant depuis le milieu des années 1950. D'autres pays, surtout ceux de l'Afrique sub-saharienne, ont en fait observé une baisse de leurs revenus réels par habitant. Quels facteurs expliquent la divergence des expériences de croissance de ces pays?

La théorie classique de la croissance postule que les taux de croissance des revenus réels par habitant entre les pays devraient progressivement converger, que l'investissement est indéniablement lié aux taux de croissance du revenu, et que l'accroissement démographique a un impact négatif sur la croissance du revenu par habitant. Ces postulats sont confirmés par les données empiriques, mais une large part de la variation dans les taux de croissance reste inexpliquée. La théorie classique de la croissance explique cette variation par un changement technique exogène qui n'est pas vacilement spécifiable mais qui accroît les taux de croissance par une meilleure utilisation du capital et du travail dans le processus de production.

La nouvelle théorie de la croissance tente de combler cette lacune du modèle classique. Elle offre une explication théorique des différences entre les taux nationaux de changement technique. Ces approches fournissent un solide fondement théorique pour la présentation d'hypothèses sur les causes de la divergence des taux de croissance; elles ne s'appuient toutefois pas sur des données empiriques solides et restent donc invérifiables. Mais elles ont incité les économistes à réexaminer les facteurs qui sous-tendent la croissance économique, et à explorer des éléments autres que ceux postulés par la théorie classique.

Le capital humain est l'une des variables qui tendent à influencer sur les taux de croissance. Diverses variables de remplacement se sont révélées hautement significatives dans les études empiriques. De plus, le type de capital humain qui est développé est aussi important. Si la société récompense par exemple ceux qui mènent des activités de grand rapport, les gens de talent se livreront à ce type d'activités, et les perspectives de croissance seront réduites.

Les données empiriques n'appuient pas sans réserve les politiques d'expansion des exportations puisque l'accroissement des exportations n'entraîne pas toujours une hausse des taux de croissance. La diversification des exportations et l'abandon progressif d'une économie essentiellement tributaire des exportations de produits de base pourraient s'avérer des facteurs plus importants.

Le gouvernement joue un rôle complexe dans le processus de croissance. Il semble y avoir une relation positive entre la croissance économique et le degré d'autonomie qu'exerce le gouvernement pour privilégier des objectifs à long terme - comme les politiques d'investissement - par rapport à des objectifs à court terme comme les politiques de subventionnement, de favoritisme et de patronage. La politique fiscale du gouvernement peut, par exemple, favoriser la croissance si elle est axée sur les dépenses d'infrastructure plutôt que sur les dépenses de consommation courante. De même, une politique de stabilité monétaire est souhaitable pour enrayer l'inflation et réduire au minimum la spéculation improductive. Le degré de stabilité politique est aussi un facteur important de la croissance à long terme.

Bien que la croissance économique soit un processus complexe qui n'est pas encore très bien compris, le Canada peut appliquer, aux plans bilatéral et multilatéral, un certain nombre de grandes mesures visant à améliorer les perspectives de croissance des nations les plus pauvres du monde. Il peut par exemple mieux cibler et coordonner les ressources d'aide, notamment en focalisant davantage l'aide aux pays qui fournissent une stabilité macro-économique, étudier les incidences à long terme des actuels programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, et réduire les obstacles commerciaux que les pays de l'OCDE posent aux importations depuis les pays en développement. La mise en application intégrale des résultats des NCM selon l'échéancier prévu constituerait une importante contribution à cet égard.

### **Executive Summary**

The economic growth experiences of developing countries have been markedly different since the end of the Second World War. Some countries, such as Taiwan and South Korea, have managed to increase their real per capita incomes by a factor of five or six from the mid 1950s. Other countries, notably sub-Saharan African countries, have actually seen a decline in their real per capita incomes. What are the factors that are responsible for the divergent growth experiences of these countries?

Traditional growth theory predicts that per capita real income growth rates between countries should converge over time, that investment is positively related to income growth rates, and that population growth has a negative impact on per capita income growth. Empirical evidence supports these predictions, but still leaves a great deal of the variation in growth rates unexplained. Traditional growth theory explains this variation as a result of exogenous technological change which is not easily specified, but which increases growth rates through better utilization of capital and labour in the production process.

The new growth theory attempts to overcome this inadequacy of the traditional growth model. Namely, it offers a theoretical explanation for differences in the rates

of technical change between countries. While these approaches provide a firm theoretical foundation to advance hypotheses about the causes of divergent growth rates, they do not have a firm empirical basis and therefore remain untestable. These theories have, however, prompted economists to think again about the factors behind economic growth, exploring elements in addition to those in the traditional growth theory.

Human capital is one variable that tends to affect growth rates. Various proxies for human capital have proved to be highly significant in empirical studies. In addition, the type of human capital developed is also important. If society offers rewards to those engaged in rent-seeking activities, for example, then talented people will enter these occupations and growth prospects will be diminished.

Empirical evidence does not offer unqualified support for an export-expansion policy, as higher exports do not always lead to higher growth rates. More important may be export diversification and the movement away from an economy dependent mainly on commodity exports.

The role of government in the growth process is complex. There is support for the positive relationship between economic growth and the degree of autonomy the government exercises in sustaining long-term goals, such as investment policies, over short-term goals, such as pork-barrel populism or cronyism. Government fiscal policy, for example, can enhance growth if directed toward infrastructure rather than current consumption expenditures. Likewise, a stable monetary policy is desirable to keep inflation in check and minimize speculative, non-productive activities. The degree of political stability is also an important determinant of long-term growth.

Although economic growth is a complex process that is not yet completely understood, there are a number of broad measures that Canada can implement, both bilaterally and multilaterally, to enhance the growth prospects of the world's poorest nations. These include: better targeting and coordination of aid resources, including a greater focusing of assistance on countries that are providing macroeconomic stability, exploring the long-term implications of current IMF and World Bank structural adjustment programs, and the reduction of the trade barriers of OECD countries against imports from developing countries. The full implementation of the MTN results on time would make an important contribution in this regard.

## 1. Introduction

L'étude du développement est un volet relativement nouveau parmi les différentes disciplines de la science économique. Avec l'armistice de 1945 s'est amorcée la reconstruction d'une Europe dévastée par la Seconde Guerre mondiale. L'année précédente, Bretton Woods, au New Hampshire, était l'hôte de représentants des pays industrialisés, désireux de s'entendre sur l'évolution de l'économie mondiale. Ils y créèrent des institutions qui, en grandissant, devaient couper court aux pratiques commerciales contraignantes et aux rendements économiques désastreux qui s'étaient généralisés dans les années vingt et trente, ou du moins en circonscrire l'ampleur. De plus, la plupart des économistes se ralliaient à la thèse keynésienne, estimant qu'une intervention gouvernementale dans l'économie pouvait grandement atténuer les écarts trop prononcés du cycle commercial.

L'histoire, vue dans ses grandes lignes, démontre le bien-fondé de leur optimisme. L'économie des pays industriels était en effervescence, fortement stimulée par un consommateur sevré par le conflit des produits qu'il convoitait et soudain devenu prodigue. L'industrie naguère préoccupée uniquement de production militaire se remettait avec entrain au service des desiderata populaires. Au même moment, bon nombre de pays, en Afrique, en Asie et dans les Antilles, emboîtaient le pas à l'Amérique latine et s'émancipaient de leurs colonisateurs. On croyait alors que le cheminement économique si bien réussi dans le monde industrialisé pourrait facilement être imité par les pays en développement.

Tout, dans l'après-guerre, portait à la confiance en l'avenir; aujourd'hui, ne devons-nous pas, à la lumière du dernier demi-siècle, nous pencher sur les réalités de la croissance des pays en développement? Ces nations ont, depuis 1955, connu une évolution économique radicalement divergente. Certaines d'entre elles, comme Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, ont vu leur produit intérieur brut réel par habitant quintupler, voire sextupler entre 1955 et 1989, tandis que le Canada et les États-Unis ne le multipliaient guère plus, respectivement, que par 2,5 et 2. D'autres pays, principalement africains, s'en tiraient moins bien : la production réelle par habitant du Zaïre, de la Zambie et du Ghana a même diminué durant ces 34 années.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Pour obtenir ces résultats, nous avons eu recours à une version perfectionnée (PWT 5.5) de la formule élaborée dans Summers, Robert et Alan Heston, «The Penn World Table (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons, 1950-88», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 425 (mai 1991), pp. 327-368. Ces auteurs ont étudié 71 pays différents au cours de la période 1955-1989. On trouvera en annexe des précisions à ce sujet, ainsi que la liste de ces 71 pays.

Parente et Prescott ont, pour leur part, suivi 102 économies entre 1960 et 1985.<sup>2</sup> Leur étude les a menés à quatre constatations à valeur générale :

- Les disparités frappantes entre les revenus réels par habitant des divers pays se répétaient d'année en année. En 1985, les pays les plus productifs obtenaient, à ce chapitre, un résultat de 29 fois supérieur à celui des pays les moins productifs.
- Les disparités entre les revenus n'ont ni augmenté, ni diminué. L'écart relatif entre les pays les plus riches et les plus pauvres est resté essentiellement constant entre 1960 et 1985.
- Tous les pays ont vu leur revenu par habitant augmenter. Dans l'ensemble, les pays mieux nantis se sont enrichis en termes réels, mais il en est de même pour les pays plus pauvres.
- Cette tendance masque cependant certains déplacements dans la composition des groupes de pays. Plusieurs d'entre eux ont progressé dans l'échelle des revenus comparatifs, mais autant ont régressé. L'Arabie saoudite, la Corée du Sud, la Thaïlande et Taïwan, entre autres, ont vu leur PIB réel par habitant augmenter, au contraire par exemple du Mozambique, du Ghana et du Nicaragua.

Le portrait général est donc le suivant : la répartition des revenus réels par habitant est restée relativement stable à l'échelle mondiale, mais les chiffres eux-mêmes ont augmenté au cours du siècle, en même temps que certains pays en supplantaient d'autres. À quels facteurs économiques et politiques peut-on attribuer les écarts entre les taux de croissance? Pourquoi certains pays, notamment en Asie du Sud-Est, ont-ils réussi à accroître leur production et à hausser leur niveau de vie, tandis que d'autres, principalement ceux de l'Afrique sub-saharienne, marquaient le pas? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons ici de répondre. Dans le chapitre suivant, nous nous pencherons sur la théorie conventionnelle de la croissance et cernerons les assises théoriques des travaux analysés. Dans le troisième chapitre, nous étudierons les thèses et les recherches plus récentes, qui avaient pour but de combler les lacunes de la théorie conventionnelle. Le chapitre 4 rassemble nos conclusions et expose brièvement leur signification au plan de la politique canadienne. Nous avons notamment voulu, à la lumière des chiffres disponibles, cerner les objectifs que pourrait poursuivre le Canada dans ses programmes d'aide internationale et les politiques qu'il pourrait défendre auprès des institutions financières internationales afin de stimuler à l'avenir la croissance des pays en développement.

---

<sup>2</sup> Parente, Stephen L. et Edward C. Prescott. «Changes in the Wealth of Nations», *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 17, n° 2 (printemps 1993), pp. 3-16.



## 2. La théorie conventionnelle de la croissance

### 2.1 Le modèle théorique

La théorie conventionnelle (ou néo-classique) de la croissance est apparue vers le milieu des années cinquante; elle est généralement attribuée à Robert Solow, qui en fut le maître architecte.<sup>3</sup> Dans le modèle simple qu'il avait élaboré, la production d'une économie est réunie en une seule composante, dont les extrants offrent des rendements d'échelle constants, mais dont deux facteurs, à savoir le travail homogène et le capital physique, présentent une productivité marginale régressive. En rehaussant le rapport capital-travail, on investit plus dans chaque travailleur, ce qui stimule à la fois la productivité et les revenus individuels. Le taux d'investissement et l'accroissement de la main-d'oeuvre sont deux facteurs exogènes dans ce modèle et varient en fonction, d'une part, de l'évolution de l'épargne et, d'autre part, de la démographie nationale. Si l'on investit à un rythme supérieur à l'accroissement de la population (et, partant, de la main-d'oeuvre), le rapport capital-travail se trouve amélioré (par l'approfondissement du capital) et la croissance se concrétise.

Si le modèle néo-classique est valide, la recherche devrait permettre la vérification de quelques hypothèses. Le premier postulat du modèle veut que les taux de croissance nationaux convergent avec le temps. Dans un marché libre, tous les pays devraient avoir accès aux mêmes technologies; les variables de la production seront donc attirées vers les secteurs aptes à produire le meilleur rendement financier. Les pays plus pauvres sont, en raison de leur position initiale, mieux en mesure de profiter d'un accroissement de l'investissement, puisque le rapport capital-travail y est relativement faible. Autrement dit, si l'on se fie aux hypothèses néo-classiques courantes, les pays moins riches tireront plus de leur capital et toute hausse de l'investissement y produira un rendement marginal plus élevé. C'est pourquoi, au fil de l'accroissement des immobilisations dans les régions sous-capitalisées, les revenus nationaux tendront à se rejoindre. Le modèle néo-classique porte à une deuxième conclusion, à savoir que les pays à forte croissance démographique devraient afficher un PIB par habitant plus lent à se développer, du fait que l'investissement est réparti sur une population plus nombreuse, entraînant un rapport capital-travail moins

---

<sup>3</sup> Voir Solow, Robert, «A Contribution to the Theory of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1 (1956), pp. 65-94. La théorie néo-classique de la croissance n'est évidemment qu'un des nombreux modèles de développement économique proposés au cours des années. Parmi les plus intéressants de ces derniers, notons ceux qui sont fondés sur la croissance du commerce extérieur, sur l'industrialisation par le remplacement des importations, sur le principe des nécessités de base, sur la thèse stalinienne de l'expansion de l'industrie lourde, sur le modèle néo-marxiste de la dépendance, etc. Nous avons choisi la théorie néo-classique en raison de sa grande et constante pertinence dans l'étude de la croissance économique, et surtout parce qu'elle est l'objet de critiques récentes de la part des tenants d'une théorie renouvelée (voir la suite de notre étude).

favorable. Le troisième postulat néo-classique veut qu'une accélération de l'investissement augmente le capital disponible et en produise l'approfondissement, assurant ainsi plus de dynamisme à l'économie.

## 2.2 Les résultats de la recherche

### ● Les revenus convergent-ils avec le temps?

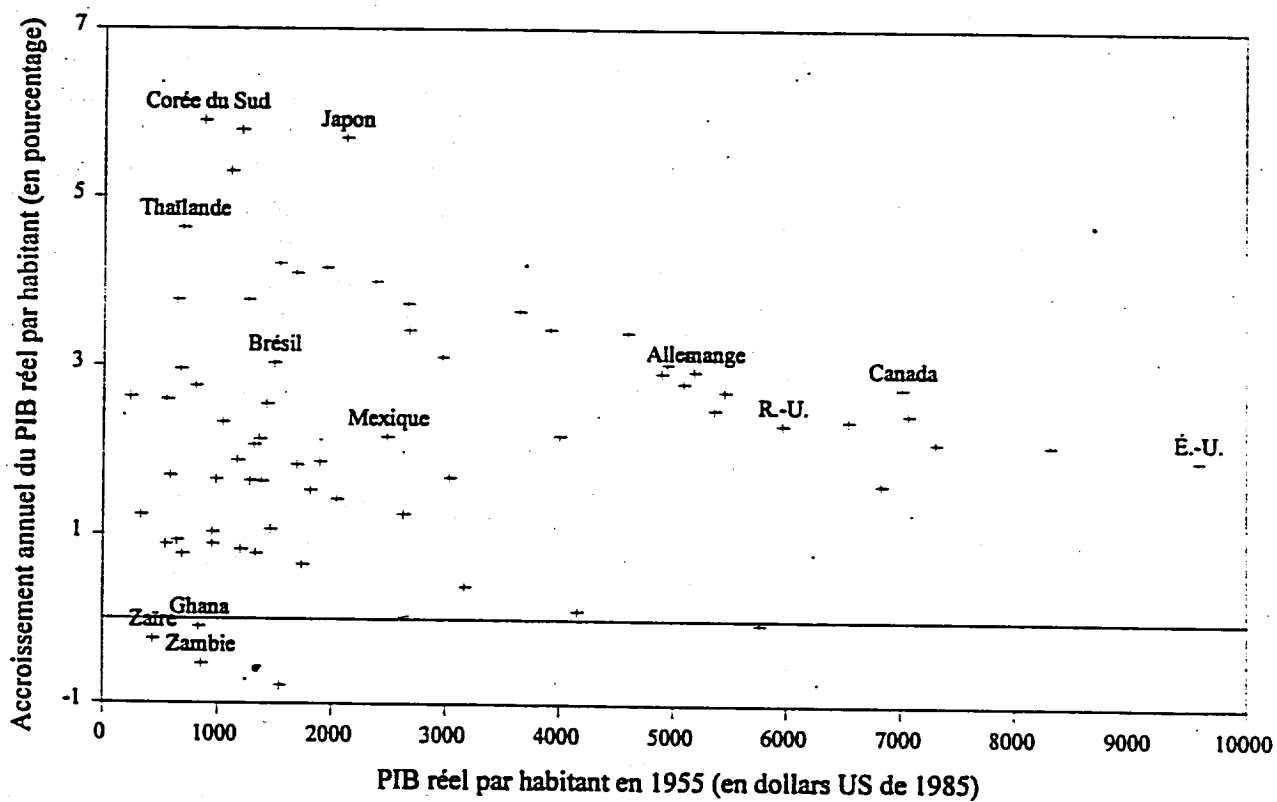
La convergence des PIB par habitant, que prédisaient les tenants de la théorie conventionnelle de la croissance, ne s'est pas réalisée à une échelle vraiment mondiale. La figure 1 fait état d'une évolution fort différente dans 71 pays. Certains d'entre eux, comme la Thaïlande et la Corée du Sud, se sont phénoménalement développés. En revanche, le Ghana, le Zaïre, la Zambie et d'autres pays sub-sahariens ont vu le revenu individuel de leurs habitants reculer durant les mêmes 35 années. Si la convergence prévue s'était concrétisée, on aurait sans doute cerné une tendance à la baisse là où les revenus initiaux étaient plus élevés, puisque la croissance y aurait été ralentie. Or, nous n'avons retrouvé aucune telle tendance dans tout l'échantillon.

Dans une étude portant sur le même sujet, Baumol s'est aussi intéressé à la question de la convergence. Il a établi qu'elle s'était effectivement manifestée entre 1950 et 1980, mais sans se généraliser.<sup>4</sup> Elle aurait été l'apanage de trois groupes, à savoir ceux des pays industrialisés, des économies dirigées et des pays en développement à revenu moyen. Brander va plus loin, ayant constaté que les pays asiatiques en regagnaient sur ceux de l'OCDE, tandis que l'Afrique en général perdait du terrain et que l'Amérique latine conservait sa position par rapport aux autres. Il n'a toutefois noté aucune convergence parmi les pays plus pauvres. Selon lui, les

---

<sup>4</sup> Baumol soutient que ses données démontrent une convergence réelle. De Long, à l'opposé, n'en a trouvé que peu de preuves dans la régression simple qu'il a effectuée en comparant les chiffres finals et initiaux du PIB par habitant. Il critique la méthode employée par Baumol, dont l'échantillon a été monté *a posteriori* parmi des pays affichant une bonne croissance. En bref, l'échantillon de Baumol ne serait pas représentatif, du fait qu'il était composé de «gagnants». Voir Baumol, William J., «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: What the Long-Run Data Show», *American Economic Review*, vol. 76, n° 5 (décembre 1986), pp. 1072-1085, et De Long, J. Bradford, «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Comment», *American Economic Review*, vol. 78, n° 5 (décembre 1988), pp. 1138-1154. Les observations exprimées par De Long font l'objet d'un autre article, qui soutient également l'hypothèse de la convergence des revenus. Voir à ce sujet Baumol, William J. et Edward N. Wolff, «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Reply», *American Economic Review*, vol. 78, n° 5 (décembre 1988), pp. 1155-1159.

Figure 1  
Rapport entre le PIB réel par habitant en 1955 et sa croissance entre 1955 et 1989



Ce tableau a été créé à l'aide de la formule PWT 5.5. Voir les détails en annexe.

disparités s'estompent dans tous les groupes sauf ce dernier, mais, au sein même de chacun, il ne semble pas que les revenus par habitant soient en voie de se rejoindre.<sup>5</sup>

### ● La croissance démographique

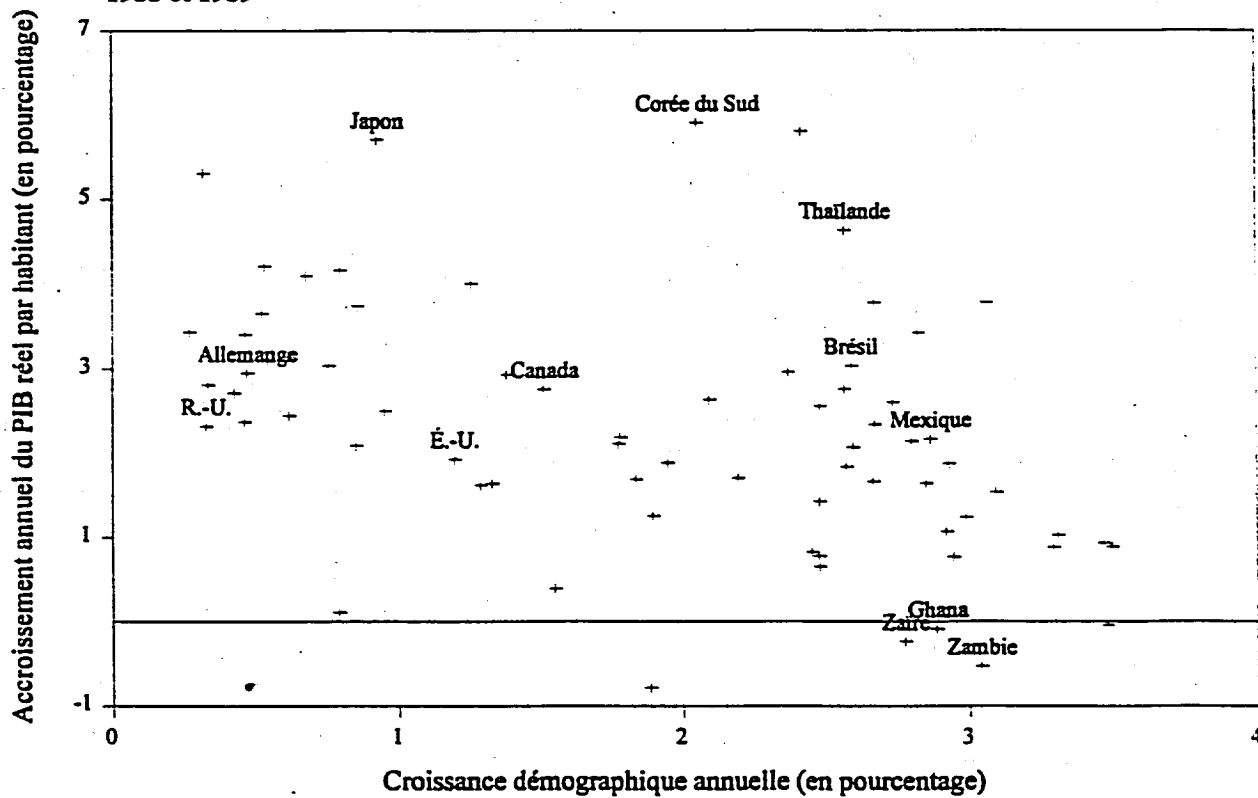
À première vue, on s'attendrait que d'importantes accélérations des taux de croissance démographique généraux nuisent au progrès des économies. Quand la population augmente, la proportion représentée par les couches jeunes de la population s'accroît au détriment de celle des gens en âge de travailler (c'est ce qu'on appelle souvent le ratio de dépendance). Une hausse généralisée de ce ratio ralentit le progrès économique de diverses manières. Premièrement, la consommation devient un impératif plus exigeant que l'investissement, c'est-à-dire que l'on favorise la satisfaction des besoins immédiats plutôt que futurs. En deuxième lieu, les rares ressources sont réparties sur un nombre croissant de personnes. Chaque travailleur doit donc pourvoir aux besoins de plus de gens inactifs. Cette situation exerce des effets évidents sur la croissance du PIB, surtout si la productivité ne s'améliore pas. Elle impose des contraintes sur le système d'enseignement et nuit aux efforts déployés par le pays pour perfectionner ses ressources humaines. Un ratio de dépendance élevé peut en outre surcharger les régimes de sécurité sociale (là où ils existent) et détourner une plus grande partie des ressources gouvernementales normalement consacrées à l'éducation. Troisièmement, il est souvent difficile de gérer la croissance démographique, qui favorise parfois la migration des ruraux vers les villes, avec son cortège de problèmes.

Selon le modèle néo-classique, c'est l'amélioration du rapport capital-travail qui est à l'origine de la croissance. Le rapport s'amenuise au rythme où augmente la population; les revenus individuels progressent donc plus lentement. La figure 2 met

---

<sup>5</sup> Nous nous référons à Brander, James A., «Comparative Economic Growth: Evidence and Interpretation», *Canadian Journal of Economics*, vol. 25, n° 4 (novembre 1992), pp. 795-797. Cet auteur soutient, appuyant ses dires sur un rapport publié en 1963 par la FAO, que les économistes du développement ont été incapables de cerner avec justesse les régions où la croissance serait la plus forte. Selon ce rapport, l'Amérique latine disposerait de ressources indubitablement considérables, qui étaient encore loin d'être toutes mises à bon profit. L'Asie étant moins bien pourvue, les auteurs voyaient mal comment elle pourrait accroître sa production alimentaire pour répondre aux exigences d'une croissance démographique effrénée. On peut aussi mesurer la convergence à l'intérieur des groupes au moyen du coefficient de Gini, grâce auquel il est possible de quantifier les inégalités entre les pays. Le coefficient de Gini varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite). De 1950 à 1980, il est passé de 0,302 à 0,129 pour les pays industrialisés. La chute a été moins abrupte dans le groupe des économies dirigées (0,381 à 0,301) et plus faible encore chez les pays en développement à revenu moyen (0,269 à 0,258). Dans le groupe des pays à faible revenu, on a plutôt constaté une hausse légère de 0,103 à 0,112 au cours de ces trente années. Voir à ce sujet Summers, Robert, I.B. Kravis et Alan Heston, «Changes in World Income Distribution», *Journal of Policy Modelling*, vol. 6 (mai 1986), pp. 237-269, cité dans Baumol, *op. cit.*, p. 1080.

Figure 2  
Rapport entre la croissance démographique et l'accroissement du PIB réel par habitant entre 1955 et 1989



Ce tableau a été créé à l'aide de la formule PWT 5.5. Voir les détails en annexe.

en relation la croissance annualisée du PIB réel par habitant des 71 pays de l'échantillon, pour la période 1955-1989, avec leur croissance démographique également annualisée. La corrélation négative est immédiatement apparente. Certains pays sub-sahariens comme le Zaïre, la Zambie et le Ghana affichent à la fois un taux de croissance démographique parmi les plus élevés et un taux de progression des revenus parmi les plus faibles.

Brander et Dowrick ajoutent foi à la même thèse. Ils ont constaté qu'une chute de la fécondité (présument en corrélation étroite avec le taux de croissance démographique) précédait une hausse des revenus dans les pays qu'ils avaient étudiés.<sup>6</sup> Ils mentionnent aussi des chiffres démontrant l'effet négatif de la croissance des revenus sur la fécondité. Il existerait donc selon eux un effet de retour entre l'une et l'autre; une chute de la fécondité entraînerait une hausse des revenus, qui comprimerait à son tour la croissance démographique.

### ● L'investissement dans le capital physique

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la théorie conventionnelle de la croissance soutient qu'une hausse de la proportion que représente le capital physique par rapport à la population est à l'origine de la croissance économique. Plus on investit, plus l'accroissement du capital disponible stimule la productivité du travail et plus l'économie prend d'expansion. La figure 3 démontre clairement la relation positive qui existe entre la part du PIB qui revient à l'investissement et la hausse des PIB réels par habitant annualisés que l'on a constatée dans les trente-cinq années écoulées entre 1955 et 1989.

De Long et Summers ont conclu qu'il existait une relation étroite entre l'investissement dans les immobilisations et la croissance; selon eux, chaque hausse de 1 p. 100 de ces investissements entraînait une augmentation de 0,33 p. 100 du PIB, soit bien plus que tous les autres types d'investissements.<sup>7</sup> Dowrick et Nyugen se sont pour leur part intéressés à l'évolution des pays de l'OCDE durant l'après-guerre.<sup>8</sup> Ils ont remarqué que certains pays n'appartenant pas à cet organisme, mais assez bien nantis en 1950, avaient connu des hausses au plan de la productivité totale des

---

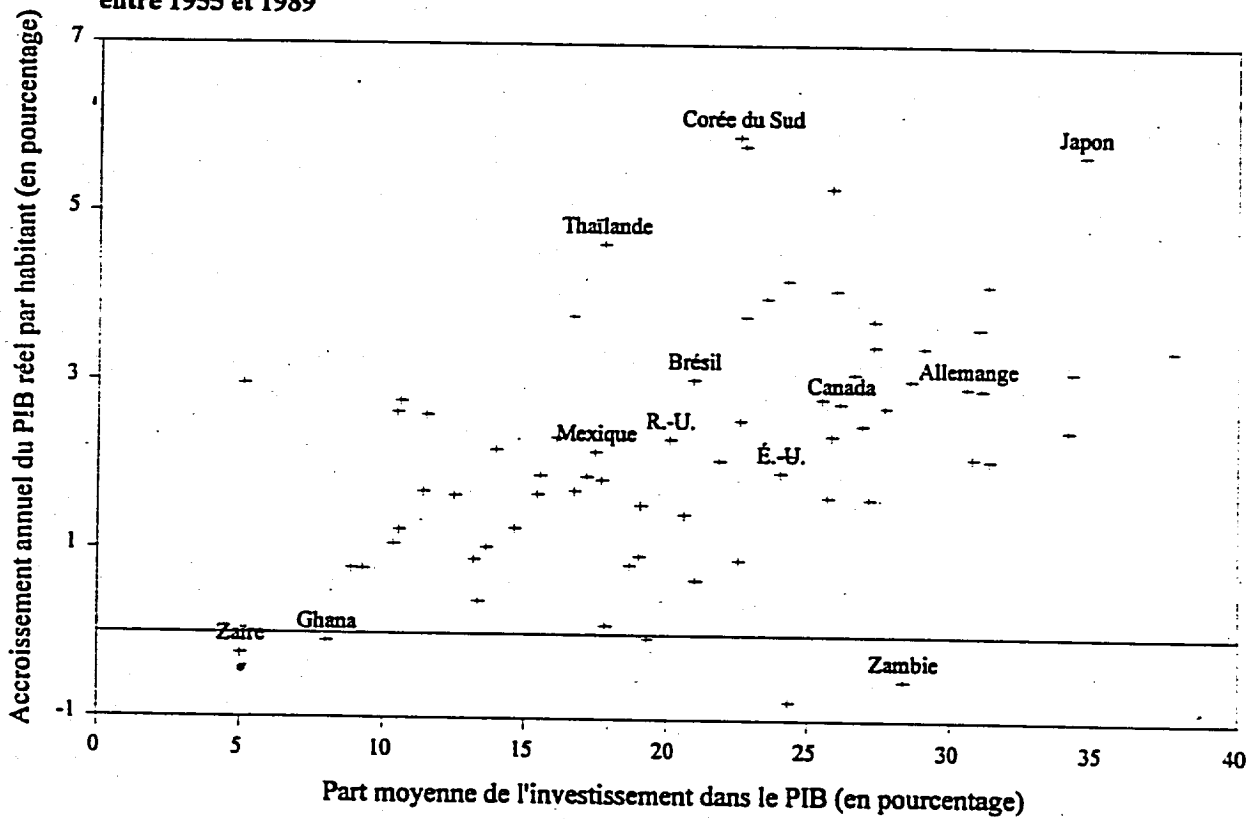
<sup>6</sup> Voir Brander, James A. et Steve Dowrick, «The Role of Fertility and Population in Economic Growth: New Results from Aggregate Cross-National Data», document ronéotypé, Université de la Colombie-britannique, 1991, cité dans Brander, *op. cit.*, p. 815.

<sup>7</sup> Voir De Long, J. Bradford et Lawrence H. Summers, «Equipment Investment and Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 245 (mai 1991), pp. 445-502.

<sup>8</sup> Voir Dowrick, Steve et Duc-Tho Nyugen, «OECD Comparative Economic Growth 1950-85: Catch-Up and Convergence», *American Economic Review*, vol. 79, n° 5 (décembre 1989), pp. 1010-1030.

Figure 3

Rapport entre le rôle de l'investissement dans le PIB et l'accroissement du PIB réel par habitant entre 1955 et 1989



Ce tableau a été créé à l'aide de la formule PWT 5.5. Voir les détails en annexe.

facteurs, composante souvent employée pour expliquer les écarts des taux de croissance. Les maigres résultats obtenus par l'Argentine, le Chili et le Venezuela, au fil des ans, sont imputables entre autres facteurs à leur faible taux d'investissement par rapport au rythme d'augmentation de leur population.

● **Le modèle néo-classique cerne-t-il bien les origines de la croissance?**

L'observation du PIB réel par habitant initial, de la croissance démographique et de la part du PIB revenant à l'investissement, pris isolément, n'apporte guère d'appui à la théorie néo-classique de la croissance. En revanche, celle-ci acquiert plus de crédibilité dans une analyse simultanée de toutes ces variables. Le tableau 1 montre les effets de chacune sur l'accroissement du PIB réel par habitant et témoigne des constatations découlant des trois figures précédentes. Par contre, le modèle néo-classique gagne encore en validité dans une régression qui met le PIB réel par habitant en rapport avec les trois variables réunies. Dans la quatrième colonne, on voit par exemple que tous les coefficients sont précédés du signe attendu et suffisamment élevés. Ce sont donc là des chiffres qui confirment l'hypothèse de la convergence, à la condition que l'on tienne compte des écarts dans la croissance de la population et de l'investissement; le tout laisse supposer que les pays relativement moins bien nantis au départ commençaient, en 1988, à rattraper leur retard sur les plus riches. La régression démontre également qu'un taux de croissance démographique plus prononcé nuit à l'expansion de l'économie.

| Tableau 1<br>Résultats de la régression pour 116 pays |                  |                  |                  |                  |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Variable indépendante                                 | Coeff. (t-stat.) | Coeff. (t-stat.) | Coeff. (t-stat.) | Coeff. (t-stat.) |
| Constante   | 1,57 (6,48)      | 3,27 (8,25)      | -0,22 (-0,62)    | 0,98 (1,47)      |
| PIB par habitant en 1960                              | 0,16 (2,08)      |                  |                  | -0,14 (-1,94)    |
| Croissance démographique                              |                  | 0,64 (3,71)      |                  | -0,38 (-2,20)    |
| Part de l'investis. dans le PIB                       |                  |                  | 0,12 (6,74)      | 0,11 (5,15)      |
| R <sup>2</sup> (corr.)                                | 0,03             | 0,11             | 0,28             | 0,29             |

Nota : Ce tableau est tiré de Brander, *op. cit.*, p. 803. Cet auteur a recours à une version moins récente de la formule Penn World Tables (PWT 5) et l'applique aux données de 116 pays pour la période 1960-1988. La variable dépendante est la croissance annualisée du PIB réel par habitant.



Voilà donc des données qui confirment les trois postulats de la théorie néo-classique que nous avons exposés précédemment. La valeur  $R^2$  corrigée, relativement faible, dénote cependant que l'écart entre les pays de ce groupe reste en grande partie inexpliqué.<sup>9</sup> Selon la théorie, cet écart (aussi appelé «facteur résiduel Solow»), résulte de modifications technologiques qu'il est difficile de quantifier avec précision. Bon nombre d'observateurs le jugent excessif et de nouvelles théories ont été conçues expressément pour résoudre le problème. En d'autres mots, on a voulu imputer au progrès technique tout ce qui, dans la croissance, résistait à une explication fondée sur les trois variables étudiées. Or, si l'écart entre des pays donnés est l'effet de l'avancement technique, pourquoi certains d'entre eux progressent-ils plus rapidement que d'autres? C'est à cette question que veut répondre la nouvelle théorie de la croissance.

### 3. Évolution récente de l'étude de la croissance économique

#### 3.1 La nouvelle théorie de la croissance

Ce qu'on appelle la nouvelle théorie de la croissance, ou théorie de la croissance endogène, a pour objectif de combler les lacunes de la théorie conventionnelle. Elle est le fruit de tentatives délibérées d'introduire dans le modèle les effets endogènes du progrès technique. Rappelons que la théorie traditionnelle, dans son propre modèle, considérait ce phénomène comme un facteur exogène et concluait notamment que le rythme du progrès dépendait de la fréquence des découvertes. Mais quelle est l'origine propre du phénomène? Comment une innovation scientifique se transforme-t-elle en applications commerciales? L'Union soviétique, malgré tous les prix Nobel mérités par ses citoyens, n'a pas su convertir son savoir-faire en réussites commerciales. À l'opposé, le Japon ne compte guère de lauréats, mais a obtenu de signalés succès dans la conception et l'adaptation de produits pour les marchés de grande consommation. Comment expliquer ce paradoxe? Certains opinent que la recherche et le développement produisent des externalités au plan de la connaissance, c'est-à-dire qu'une bonne idée en fait naître une autre et que la chaîne se poursuit. Il se peut aussi que les rendements d'échelle de la production s'accroissent au même rythme que son envergure, plutôt que de diminuer ou de se stabiliser, comme on le suppose couramment. Ainsi, une société de fabrication d'envergure mondiale, comme la sud-coréenne Samsung, pourrait hausser sa productivité en même temps qu'elle élargirait ses cadres et diversifierait sa production. Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'importance du cadre commercial dans lequel évoluent les entreprises. Celle qui profite d'un marché non concurrentiel ou d'une protection efficace au plan de la propriété intellectuelle pourra tirer des rentes économiques de la création de nouveaux

---

<sup>9</sup> Le facteur  $R^2$  corrigé représente essentiellement l'ampleur de la variation constatée à l'échelle de la variable dépendante (soit en l'occurrence l'accroissement du PIB réel) et qui résulte de l'application des variables dépendantes. Plus  $R^2$  se rapproche de 1, mieux les données s'intègrent au modèle.

produits et ainsi rehausser les bienfaits potentiels de la R-D. Ce sont ces variables dont la théorie de la croissance endogène veut comptabiliser les effets. En bref, on peut cerner de la manière suivante son hypothèse fondamentale : la croissance prolongée est le fruit des incitatifs financiers découlant de l'environnement dans lequel évoluent les agents économiques.

Dans un article véritablement novateur, Romer a présenté un argument théorique portant que, même en présence d'un avancement technique et d'une croissance démographique stables, l'accroissement des revenus individuels peut s'accélérer, voire dépasser les seuils généralement acceptés.<sup>10</sup> C'est l'abandon de l'hypothèse des rendements décroissants, chère aux tenants de la théorie néo-classique, qui lui a permis d'en arriver à cette conclusion et d'attribuer au progrès technologique non plus des effets uniquement exogènes (comme le faisaient ses prédécesseurs), mais aussi des répercussions endogènes. Le tout présuppose évidemment qu'un investissement accru dans la connaissance décuplera son rendement d'échelle et qu'un accroissement des compétences acquises engendrera des bienfaits sociaux du fait qu'il s'accompagne d'externalités positives. C'est ainsi que l'entreprise qui investit dans la R-D non seulement se donnera la compétence nécessaire au perfectionnement d'un produit donné, mais aussi accroîtra son patrimoine de connaissances du même type et pourra plus facilement mettre au point de nouveaux produits.<sup>11</sup> L'ouverture d'une économie au commerce international peut aussi avoir des conséquences heureuses sur sa croissance, puisqu'elle multipliera à la fois les transferts de connaissances et leurs externalités positives.

### 3.2 Au-delà du modèle néo-classique : les autres catalyseurs de la croissance économique

Il est particulièrement pertinent d'invoquer la nouvelle théorie de la croissance quand on s'intéresse aux économies en développement, car elle contient de solides prémisses pour qui s'interroge sur l'origine des variations constatées dans l'évolution des pays et ne se satisfait pas de la convergence future annoncée par la théorie conventionnelle. Selon Harris toutefois, si intéressants que soient ces modèles, ils restent essentiellement théoriques et invérifiables, vu l'absence de recherches

---

<sup>10</sup> Voir Romer, Paul M., «Increasing Returns and Long-Run Growth», *Journal of Political Economy*, vol. 94, n° 5 (octobre 1986), pp. 1002-1037. Gene M. Grossman et Elhanan Helpman donnent, dans *Innovation and Growth in the Global Economy*, Cambridge, Mass., The MIT Press, 1991, un bon aperçu de la théorie de la croissance endogène.

<sup>11</sup> Grossman et Helpman, *op. cit.*, p. 335.

systematiques.<sup>12</sup> On y trouve malgré tout plusieurs précieuses pistes pour mieux comprendre le processus de la croissance dans les pays en développement. La nouvelle théorie de la croissance a incité les économistes à s'interroger derechef sur les facteurs qui la sous-tendent. Nous traiterons plus bas de certaines de ces variables.

- **L'investissement dans le capital humain**

Comme nous l'avons vu précédemment, les premiers économistes qui s'intéressèrent au développement firent pour la plupart du capital physique la base de leurs modèles. Dans les années soixante, le concept du capital s'élargit pour englober également les ressources humaines. Généralement, le travail était considéré comme étant homogène, en ce sens que toutes les unités de travail étaient qualitativement équivalentes. Les théoriciens de ce domaine prônent plutôt le contraire, notamment au plan de la qualité. Selon eux, plus celle-ci est élevée, plus le travail sera productif, en supposant une intervention suffisante à l'échelle du capital. Le capital humain complète l'apport en immobilisations dans la production; en son absence, il se peut que les régions pauvres en capital ne puissent attirer les investissements nécessaires, comme le préconise le modèle néo-classique. Se pourrait-il que la lenteur du développement, dans certains pays, soit justement imputable à leurs carences en matière de capital humain?<sup>13</sup> Un régime pédagogique bien ciblé est la clé de l'amélioration de la qualité du travail. Les recherches laissent croire que, dans les pays en développement, il existe une relation étroite entre le perfectionnement du capital humain et la croissance économique.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> Voir Harris, Richard G., «Globalization, Trade, and Income», *Canadian Journal of Economics*, vol. 6, n° 4 (novembre 1998), pp. 555-576. Certaines recherches portant sur les pays nouvellement industrialisés de l'Asie vont dans le sens de la nouvelle théorie de la croissance. Jati K. Sengupta, dans «Growth in NICs in Asia: Some Tests of New Growth Theory», in *Journal of Development Studies* (vol. 29, n° 2, janvier 1993, pp. 342-357), conclut que trois facteurs (l'investissement dans les ressources humaines, les rendements d'échelle croissants et l'effet de la libéralisation du marché mondial) font beaucoup pour expliquer le dynamisme de la Corée, du Japon et de Taïwan.

<sup>13</sup> Voir Lucas, Robert E. Jr., «Why Doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries?», *American Economic Review*, vol. 80, n° 2 (mai 1990), pp. 92-96, ainsi que Schmitz, James A. Jr., «Early Progress on the "Problem of Economic Development"», *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 17, n° 2 (printemps 1993), pp. 17-35.

<sup>14</sup> Le niveau d'instruction fait en outre partie des variables qui ont les effets répressifs les plus prononcés sur la fécondité et, partant, sur la croissance démographique. Le lecteur verra une bonne étude de la relation entre la démographie et le développement dans Birdsall, Nancy, «Population Growth», *Finance and Development* (septembre 1984), pp. 10-14; cet article est reproduit dans Meier, Gerald M., *Leading Issues in Economic Development*, 5<sup>e</sup> édition, New York, Oxford University Press, 1989, pp. 436-440.

Bien qu'il soit difficile de mesurer les variations qualitatives du capital humain, on peut établir une corrélation à l'aide de variables substitutives. Mankiw et ses collègues se sont servis du modèle néo-classique Solow de base, mais l'ont complété en utilisant le taux de fréquentation de l'école secondaire comme équivalent du capital humain. L'addition s'est révélée d'une utilité étonnante, puisque le modèle ainsi perfectionné permet d'expliquer la quasi-totalité des écarts entre les pays.<sup>15</sup> Azariadis et Drazen ont plutôt eu recours au taux d'alphabétisation; ils ont démontré que la relation entre ce dernier et l'évolution du PIB par habitant est constamment restée positive et statistiquement significative tout au long de la période 1960-1980.<sup>16</sup> Quand le capital humain atteint le seuil critique dont parlent ces auteurs, son rendement d'échelle risque de s'accroître considérablement, ce qui expliquerait à la fois pourquoi certaines économies réussissent à maintenir un taux de croissance constant et plus élevé que d'autres et pourquoi les revenus individuels comparatifs ne convergent pas autant que le prédisait le modèle néo-classique.

S'il ne fait aucun doute que l'amélioration du capital humain soit un facteur déterminant dans l'équation de la croissance, il ne faut pas pour autant négliger l'importance de la nature des ressources à développer. Les gens talentueux voudront généralement évoluer dans une profession où ils pourront tirer le meilleur rendement de leurs compétences particulières. Les préférences en matière d'emploi ont une influence directe sur la répartition des ressources et, partant, sur le taux de croissance économique réelle. Quand les plus doués créent des entreprises, ils participent souvent à accélérer le progrès technique. On peut dès lors s'attendre à ce que la productivité et les revenus s'améliorent. À l'opposé, si la compétence obtient un

---

<sup>15</sup> Voir Mankiw, N. Gregory *et al.*, «A Contribution to the Empirics of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, n° 429 (mai 1992), pp. 407-437.

<sup>16</sup> Voir Azariadis, Costas et Allan Drazen, «Threshold Externalities in Economic Development», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 105, n° 2 (mai 1990), pp. 501-526. Les auteurs affirment qu'il faut améliorer le modèle néo-classique standard, puisque la convergence des revenus individuels, qu'il prédisait, n'a pas été confirmée par les faits. Ils le font en y ajoutant la notion des «externalités marginales dans l'accumulation du capital humain», ces externalités ayant selon eux pour effet d'accroître les bienfaits sociaux, notamment quand la masse du capital humain atteint un seuil critique. Ils observent cependant que la présence d'une main-d'oeuvre assez hautement qualifiée est une condition rien moins qu'indispensable à l'accélération de la croissance, puisque bon nombre des pays étudiés, bien que disposant de travailleurs supérieurement qualifiés, n'ont apparemment pas pu les employer à bon escient (voir p. 524). En ce qui concerne le Canada, une étude prolongée de l'accroissement de la productivité doit également faire la part entre les différents types de ressources humaines. Bien que le Canada consacre une plus forte proportion de son PIB à l'éducation que tout autre pays du G-7 et que, de tous les membres de l'OCDE, il soit celui où les établissements d'enseignement supérieur sont les mieux fréquentés, il reste bien au-dessous de la moyenne de l'OCDE pour ce qui est de la croissance de la productivité globale des facteurs. C'est ce paradoxe qui amène de plus en plus d'observateurs à douter que le système d'enseignement canadien soit bien accordé aux exigences du marché.

meilleur rendement dans des activités productrices de rentes de situation, ce sont ces dernières qui seront favorisées, même si elles tendent plus à étaler le revenu qu'à le créer. Notons aussi que ces activités, au rythme de leur expansion, s'accaparent de plus en plus les ressources de l'économie et attirent sans cesse plus le talent, au détriment des secteurs plus productifs. Au bout du compte, l'économie se trouve généralement moins apte à concrétiser ses possibilités de croissance. Murphy et ses collaborateurs se sont intéressés à l'effet, sur la croissance, du niveau de fréquentation des facultés de génie et de droit, qu'ils supposent privilégiées par les futurs entrepreneurs et ceux qui convoitent des rentes. Ils ont établi que les ingénieurs exerçaient directement et indirectement une influence positive considérable sur la croissance, contrairement aux avocats, qui nuisaient directement et grandement à celle-ci. Selon eux, les juristes freinent sans l'ombre d'un doute la croissance, tandis que les ingénieurs la stimulent.<sup>17</sup>

### ● Le commerce

Promotion de l'exportation ou remplacement des importations : reprise du débat

L'enthousiasme et l'optimisme ont marqué toute la période de l'après-guerre; on entrevoyait un avenir de prospérité économique et d'internationalisation du commerce. Les pays industrialisés s'étaient promis de ne pas répéter les gestes qui, ultimement, avaient fait de l'entre-deux-guerres une ère du chacun pour soi, où dévaluations monétaires et mesures douanières de rétorsion se succédaient pour protéger les industries intérieures. La signature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce devait justement prévenir un tel retour aux politiques passées.

Les pays en développement ne voyaient pas la libéralisation du commerce d'un oeil aussi bienveillant. Le protectionnisme auparavant de règle dans le monde industrialisé ne nuisait pas qu'aux pays plus avancés; il était tout aussi néfaste pour les moins nantis, qui ne pouvaient s'adresser qu'à l'Occident pour écouler leurs matières premières. Devant une situation qu'ils étaient impuissants à modifier, plusieurs se persuadèrent qu'il était faisable de se débarrasser de leur dépendance vis-à-vis des trop volatils marchés développés. Fait plus important encore, bon nombre de régimes, notamment en Amérique latine, estimaient qu'une relation trop étroite, surtout avec le marché américain, risquait d'être dangereuse si la politique américaine

<sup>17</sup> Voir Murphy, Kevin M. *et al.*, «The Allocation of Talent: Implications for Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 2 (mai 1991), p. 529. Il faut se garder de mal interpréter cette affirmation et de conclure que tous les avocats nuisent toujours à la croissance. La présence d'un solide bassin de juristes peut favoriser l'expansion de l'économie, comme certains l'ont déjà démontré. Dans la Russie postcommuniste, par exemple, les investisseurs potentiels voient maints débouchés; s'ils font preuve d'une grande prudence, c'est en partie à cause de l'imprécision des règles juridiques délimitant le droit de propriété et de l'impossibilité d'assurer le respect des contrats.

redevient isolationniste. Chez les économistes, l'opinion se répandit que la libéralisation du commerce ne profitait pas aux pays en développement et que l'industrialisation ne pouvait passer que par le remplacement des importations, politique que ces pays s'étaient trouvés forcés d'adopter justement en raison du protectionnisme de naguère et du ralentissement généralisé des échanges avant et pendant la Seconde Guerre. L'argument, fondé sur les travaux de Hans Singer et de Raul Prebisch, qui s'étaient sans le savoir intéressés au même problème, reposait sur les deux prémisses suivantes : 1) une diminution du prix des matières premières, si elle se prolongeait, à la fois entraînerait une détérioration de la position de négociation commerciale des pays en développement et, si ceux-ci ne s'étaient pas dotés d'un programme d'industrialisation, agrandirait l'écart entre leur revenu et celui des pays industrialisés; et 2) pour réussir leur industrialisation, les gouvernements devaient se porter à l'aide de leurs secteurs industriels naissants.<sup>18</sup>

À la même époque apparaissait un autre facteur qui gagnerait bientôt en importance, à savoir l'accroissement du rôle joué par les gouvernements. Après les succès remportés par le plan Marshall en Europe de l'Ouest et en même temps que se répandaient les thèses économiques de Keynes, selon qui les marchés n'étaient pas toujours parfaitement aptes à employer efficacement les ressources d'une économie, bon nombre de spécialistes se rallièrent au concept de l'industrialisation par le remplacement des importations, notamment en Amérique du Sud. Dans cette région du monde, on vit bien des pays prendre des mesures en ce sens au cours des années cinquante, soixante et soixante-dix.

À compter des années soixante, la théorie néo-classique revint en force dans les cercles orthodoxes de la science économique, où l'on se remit à faire de la libéralisation du commerce un article de foi. En outre, la réussite japonaise et le dynamisme de ses voisins du littoral du Pacifique, dans lesquels on voyait d'ardents partisans de l'ouverture des échanges, portèrent ombrage, dans l'esprit de bien des économistes, au principe de l'industrialisation passant par le remplacement des importations. Au vu des moyens que l'on prenait pour la mettre en pratique, ils se sentirent confortés dans leur opinion. Souvent, en effet, le processus était mal géré et les politiques adoptées pour le stimuler nuisaient en fait à sa réalisation. Bien des pays s'en trouvèrent plus mal, car leur industrie inefficace, mais subventionnée,

---

<sup>18</sup> Voir Edwards, Sebastian, «Openness, Trade Liberalization, and Growth in Developing Countries», *Journal of Economic Literature*, vol. 31, n° 3 (septembre 1993), pp. 1358-1393. On peut retrouver la pensée originale de Singer et de Prebisch dans les ouvrages suivants : Singer, Hans, «The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries», *American Economic Review*, vol. 40, n° 2 (1950), pp. 473-485, et Prebisch, Raul, *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, Organisation des Nations Unies, 1950. Ce dernier ouvrage est souvent appelé le «Manifeste de la CEAL», puisqu'il exprimait la politique alors arrêtée par la Commission économique pour l'Amérique latine, organisme des Nations Unies que dirigeait Prebisch.

drainait les ressources gouvernementales en même temps que la population devait payer plus cher des produits de qualité inférieure. Il arrivait par exemple que l'on fixât un taux de change trop élevé, qu'il fallait maintenir artificiellement, afin de faciliter l'importation de demi-produits et de biens d'équipement; l'opération était néfaste pour l'exportation (même s'il fallait évidemment que celle-ci soit rentable pour que l'on puisse importer les matières nécessaires aux secteurs industriels dont la production remplaçait l'offre étrangère). Les déficits accumulés par les gouvernements les portaient également à adopter une politique monétaire expansionniste; l'inflation s'installait et, en présence d'un taux de change fixe, rendait les produits intérieurs moins attrayants dans le marché international. La balance commerciale se déséquilibrait à la baisse et il fallait emprunter à l'étranger. Tous ces facteurs, joints au climat international peu clément du début des années quatre-vingt, sont pour plusieurs à l'origine de la crise de l'endettement extérieur. Rappelons-nous seulement que ce furent souvent ces mêmes politiques, pourtant conçues pour stimuler l'industrialisation par le remplacement des importations, qui se révélèrent nocives, et non pas cet objectif en soi.

Le cas de la Corée est un exemple intéressant d'une intervention positive de l'État pour l'expansion des exportations, quand cela ne serait que parce que bon nombre d'économistes le citent à l'appui de leurs hypothèses en cette matière.<sup>19</sup> Dans la décennie qui a suivi le conflit coréen, la Corée du Sud ne se distinguait guère des autres pays en développement de l'époque : s'étant dotée d'un système monétaire à taux multiples, elle frappait les importations de droits élevés et d'excessives restrictions quantitatives. En bref, la Corée du Sud comptait parmi les plus protectionnistes des pays en développement. En 1964, on se mit à douter de l'avenir que promettait cette politique. Le gouvernement prit un train de mesures destinées à stimuler l'industrialisation à l'aide de l'exportation. Il dévalua fortement la monnaie nationale et réunit tous ses taux de change en un seul, réduisit ses droits de douane et facilita l'obtention des licences d'importation. Il se mit ensuite à promouvoir les ventes à l'étranger, par le biais d'une gamme d'incitatifs pour l'industrie, notamment des subventions directes en espèces, des réductions d'impôt, des taux d'intérêt

---

<sup>19</sup> Ces passages s'inspirent, pour l'essentiel, de Westphal, Larry E., «Industrial Policy in an Export-Propelled Economy: Lessons from South Korea», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 41-59, et Edwards, *op. cit.*

préférentiels et des exonérations de droits sur l'importation de demi-produits. Ces mesures étaient mises à la disposition de toute entreprise désireuse d'exporter, et non pas réservées à des secteurs donnés.<sup>20</sup>

En règle générale, il s'agissait de mesures assez neutres, en ce sens qu'elles n'engendrèrent pas les distorsions qui auraient pu se produire si le gouvernement avait voulu «gâter» les meilleurs candidats à l'exportation. La principale raison pour laquelle ces politiques ont eu tant de succès réside peut-être dans les excellentes relations que les autorités entretenaient avec les milieux des affaires et dans le fait qu'elles ont su créer un climat rassurant, dans lequel les entreprises étaient convaincues que le système économique appuierait et récompenserait leurs efforts. La Corée doit aussi sa réussite dans le marché international à ses sociétés de commerce, qui ont offert toute la gamme des services (commercialisation à l'étranger, transport, crédit, etc.) dont avaient besoin les nouveaux exportateurs en puissance.<sup>21</sup> La Corée a donc promu l'industrialisation par le remplacement des importations, mais sans négliger l'exportation et en prenant soin de conserver des indicateurs commerciaux fiables (ce qui aurait été rendu impossible si elle avait maintenu des droits d'importation très élevés et son système de taux de change multiples), contrairement à ce qu'on a vu dans bien des pays d'Amérique latine.<sup>22</sup>

L'expansion des exportations peut apporter divers bienfaits au plan de la croissance de l'économie. Elle permet par exemple d'écouler la production quand le

---

<sup>20</sup> Le gouvernement coréen savait très bien que la petitesse du marché intérieur constituait un problème et s'ingéra dans l'économie par le biais de politiques délibérément ciblées (par exemple en accordant temporairement des monopoles pour favoriser de nouvelles entreprises de grande envergure). Ces dernières eurent droit à des prêts à taux préférentiel, de même qu'à un traitement fiscal plus généreux. Les autorités leur fixèrent cependant des objectifs conçus pour favoriser l'expansion rapide de leur production et pour leur permettre de pratiquer tôt des prix concurrentiels à l'échelle mondiale. Celles qui n'y parvenaient pas furent rapidement fermées.

<sup>21</sup> Voir Datta-Chaudhuri, Mrinal, «Market Failures and Government Failures», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 25-39.

<sup>22</sup> Une stratégie commerciale ambitieuse, fondée sur l'exportation, sera toutefois en grande partie redevable de sa réussite aux pays importateurs, qui resteront disposés à acheter les produits offerts sans se proclamer victimes de pratiques commerciales inéquitables en raison de l'ampleur des incitatifs à l'exportation et sans se prévaloir de leur droit de rétorsion. Désormais, et particulièrement depuis la fin de la guerre froide, qui a signalé un ralentissement de la croissance et une hausse du taux de chômage dans les pays de l'OCDE, il sera plus difficile d'adopter une telle stratégie sans coup férir. Notons également que le libellé final de l'accord sur les subventions et les droits compensateurs, fruit des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, traite expressément de l'aide à l'exportation dans les pays en développement. Cet accord a essentiellement pour but d'obliger ceux de ces pays qui jouissent d'un revenu moyen et élevé à cesser toute intervention de ce genre dans la plupart des domaines, après une période de transition de huit ans.



marché intérieur ne peut soutenir des infrastructures d'une ampleur garantissant l'efficacité. L'économie qui exporte beaucoup peut également se spécialiser et compter vendre ses surplus de production à l'étranger. L'exportation est aussi génératrice de devises, grâce auxquelles on pourra importer les biens d'équipement et les matières les plus modernes (en ce sens, elle facilite les transferts de connaissances). En outre, les entreprises qui se frottent à la concurrence étrangère se voient forcées de rendre leurs procédés de production plus efficaces, pour survivre aussi bien dans le marché intérieur (en l'absence d'obstacles restreignant le commerce) que sur la scène internationale. Le contact avec les idées et les méthodes de travail étrangères les encouragera également à rationaliser leur exploitation. En fait, un accroissement des exportations en soi pousse le revenu intérieur à la hausse.<sup>23</sup> En théorie, on peut aussi imaginer qu'une augmentation du revenu intérieur se traduise par une expansion des exportations. Quand une économie s'accroît, la taille du marché intérieur, si elle est faible, retarde l'expansion de la production. C'est alors qu'intervient l'exportation, qui permet d'écouler la production. Il est cependant tout aussi plausible que l'amélioration des niveaux de vie entraîne une chute des ventes à l'étranger, si la consommation intérieure s'amplifie.

La croissance s'accélère-t-elle au rythme de l'expansion des exportations?

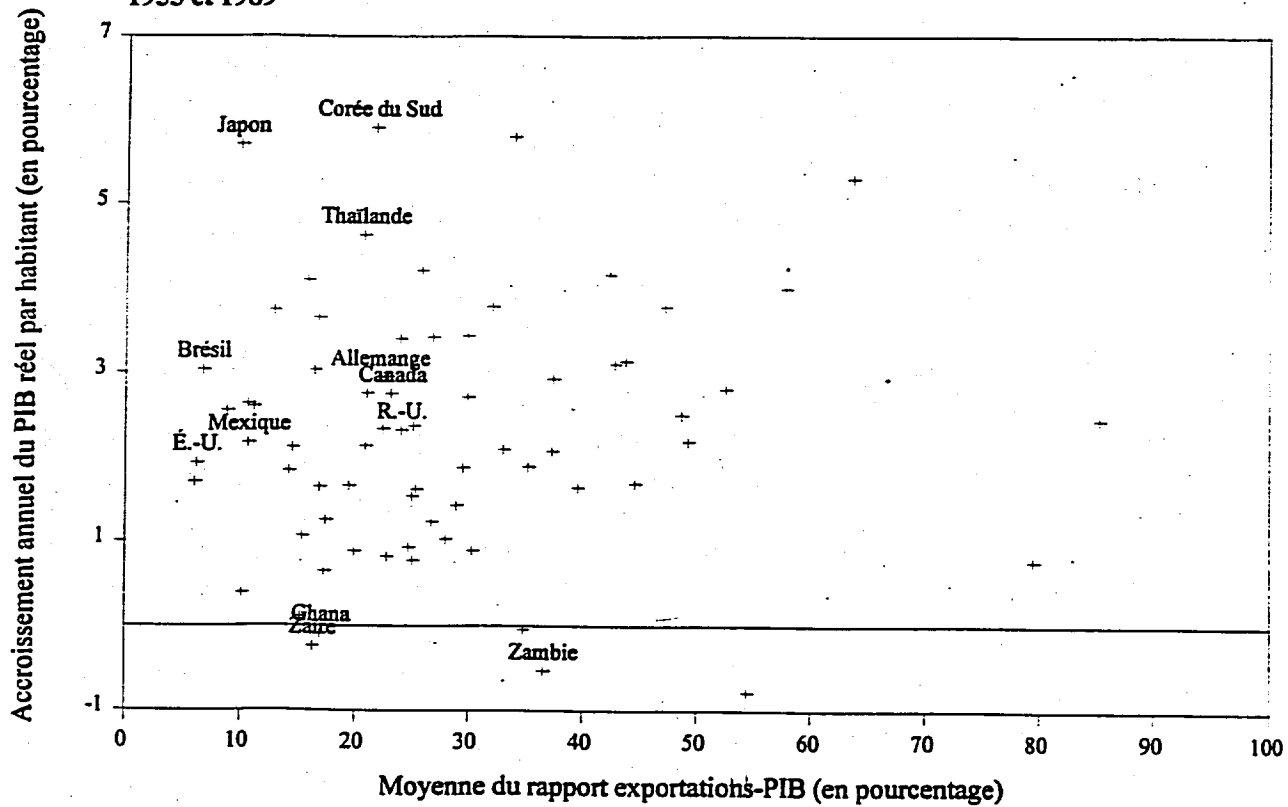
Tous ces arguments théoriques qui militent en faveur de l'expansion des exportations ne lui confèrent pas valeur de dogme. Si bien des économistes conviennent qu'elle favorise la croissance économique, rares sont les résultats de recherche qui vont dans ce sens. Même le *Globe and Mail*, dans un article récent, soutenait que, malgré sa popularité, le principe d'une liaison entre le libre-échange et la croissance comptait encore parmi ceux qui, en science économique, restaient les plus difficiles à prouver.<sup>24</sup> La figure 4 illustre, pour les 71 pays composant l'échantillon, la relation qui existe entre l'exportation et la croissance. Le lecteur y trouvera des chiffres concrets, qui infirment la thèse voulant que la première stimule

---

<sup>23</sup> Dans la formule courante des comptes nationaux inspirée de Keynes,  $Y = C + I + G + (X - M)$ , toute augmentation des exportations (X) doit nécessairement entraîner une hausse du revenu national (Y), puisque l'exportation compte parmi les intrants de l'économie intérieure. Il y a là un problème de méthodologie que les chercheurs ont voulu résoudre en déterminant l'effet des variations de X sur Y. On ne recourt cependant à cette théorie que pour confirmer la causalité entre l'expansion des exportations et la croissance économique; la plupart des travaux, toutefois, ne font guère plus que démontrer la présence d'une corrélation entre les deux variables.

<sup>24</sup> Passell, Peter, «Trade Winds Blowing in Prosperity's Direction», *Globe and Mail*, 16 décembre 1993, p. B7 (traduction libre).

Figure 4  
Comparaison entre le rapport exportations-PIB et la croissance du PIB réel par habitant entre 1955 et 1989



Ce graphique a été créé à l'aide de la formule PWT 5.5. Voir les détails en annexe.

la seconde.<sup>25</sup> En revanche, plusieurs autres auteurs en sont venus à la conclusion que les économies où les exportations s'affirment au sein du PIB jouissent de taux de croissance plus favorables. Parmi eux, Otani et Villanueva estiment qu'une hausse de deux points du rapport exportations-PIB pourrait entraîner une augmentation du rythme de croissance du PIB par habitant de l'ordre de 4 à 5 p. 100 par année, et la maintenir.<sup>26</sup> Ces travaux ne font cependant que relever la présence d'une corrélation entre la croissance et les exportations, sans s'intéresser directement à un éventuel lien de cause à effet.

Divers auteurs se sont toutefois particulièrement interrogés sur ce rapport de causalité. C'est notamment le cas de Chow, qui a conclu que l'accroissement des exportations de produits finis entraînait une expansion de l'industrie, de façon unidirectionnelle comme bidirectionnelle, dans sept des huit pays nouvellement industrialisés (PNI) étudiés.<sup>27</sup> Jung et Marshall soumettent aussi l'hypothèse favorisant l'expansion des exportations à des épreuves de causalité; celles-ci ne

---

<sup>25</sup> Il sera bon de noter que la figure 4 présente une vue extrêmement simplifiée de la relation qui existe effectivement entre l'importance des exportations dans le PIB réel et l'accroissement de celui-ci; on y trouvera néanmoins une idée générale de la corrélation qui unit ces deux variables. Pour mieux cerner le rôle des exportations comme moteur de la croissance, on pourra avoir recours à d'autres facteurs, notamment la taille du marché intérieur, l'efficacité commerciale de ce dernier et de celui des pays étrangers sollicités, l'ampleur des distorsions apparaissant dans une comparaison des prix, etc. Voir Dodaro, Santo, «Exports and Growth: A Reconsideration of Causality», *Journal of Developing Areas*, vol. 27, n° 2 (janvier 1993), pp. 231-232.

<sup>26</sup> Voir Otani, Ichiro et Delano Villanueva, «Determinants of Long-Term Growth Performance in Developing Countries», document de travail n° 88/97 du FMI (novembre 1988). Augustin Kwasi Fosu, dans «Exports and Economic Growth: The African Case», *World Development*, vol. 18, n° 6 (juin 1990), pp. 831-835, cite des données africaines allant à l'appui de cette thèse. Parmi les autres articles favorables à l'hypothèse de l'expansion des exportations, les plus couramment cités sont les suivants : Feder, Gershon, «On Exports and Economic Growth», *Journal of Development Economics*, vol. 12, n° 1 et 2, (février et avril 1983), pp. 59-73; Kavoussi, Rostam M., «Export Expansion and Economic Growth: Further Empirical Evidence», *Journal of Development Economics*, vol. 14 n° 1 et 2 (janv.-fév. 1984), pp. 241-250; Ram, Rati, «Exports and Economic Growth: Some Additional Evidence», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 33, n° 2 (janvier 1985), pp. 415-425; Balassa, Bela, «Export, Policy Choices, and Economic Growth in Developing Countries After the 1973 Oil Shock», *Journal of Development Economics*, vol. 18, n° 1 (mai-juin 1985); Deepak, Lal et Sarath Rajapatirana, «Foreign Trade Regimes and Economic Growth in Developing Countries», *World Bank Research Observer*, vol. 2, n° 2 (juillet 1987), pp. 189-217. Dans «An Investigation of the Export Expansion Hypothesis», *Journal of Development Studies*, vol. 28, n° 2 (janvier 1992), pp. 297-313, William L. Wilbur et Mohammed Z. Haque se sont particulièrement penchés sur les liens qui existent entre les exportations et l'épargne intérieure.

<sup>27</sup> Voir Chow, Peter C.Y., «Causality Between Export Growth and Industrial Development: Empirical Evidence from the NICs», *Journal of Development Economics*, vol. 26, n° 1 (juin 1987), pp. 55-63. Chow prête le flanc à la critique au plan de la méthodologie; son échantillon manque de représentativité, puisqu'il ne comprend que huit pays industrialisés, à l'exclusion de tout autre pays moins avancé.

s'avèrent positives que dans quatre des 37 pays étudiés. En fait, c'est plutôt le contraire (à savoir que la réduction des exportations favorise la croissance) que confirme l'analyse de six des pays de l'échantillon. Ces auteurs concluent donc qu'on peut douter de l'efficacité des politiques de promotion des exportations à stimuler le développement économique.<sup>28</sup> Dodaro, au moyen d'épreuves du même type, ne découvre qu'un faible lien de cause à effet entre la hausse des exportations et la croissance; selon lui, ce lien, quoique difficile à déceler, serait plus prononcé en sens inverse.<sup>29</sup> Pour leur part, Bahmani-Oskooee et Alse soulignent l'existence d'une relation positive assez constante entre les exportations et la production réelles des pays moins développés (PMD); la croissance des unes favoriserait l'expansion de l'autre. On trouverait donc un rapport bidirectionnel de causalité entre les exportations et le PIB.<sup>30</sup>

D'autres études montrent que l'on pourrait accélérer la croissance en consacrant à la production destinée à l'exportation des ressources auparavant réservées à la satisfaction de la demande intérieure. Non seulement, comme le veut la théorie conventionnelle, favoriserait-on ainsi l'obtention d'économies d'échelle chez des pays obligés par leur petite taille à solliciter les marchés étrangers, mais on accroîtrait aussi la productivité des intrants de production. Feder, entre autres, avance que la productivité marginale des facteurs de production serait plus élevée dans les secteurs axés sur l'exportation que dans ceux qui desservent la demande intérieure. La production intérieure peut profiter de certaines des externalités positives de l'industrie exportatrice, en s'appropriant grâce à celle-ci des technologies de pointe qui lui permettront de rehausser sa propre productivité. C'est pourquoi l'on dit que les ressources sont plus efficacement réparties par l'industrie exportatrice que par celle qui cible la demande intérieure et que de l'exportation naît la croissance.<sup>31</sup> Il ne faut pas voir dans tout cela uniquement un plaidoyer en faveur de la promotion des exportations; celle-ci doit s'inscrire dans un raisonnement de plus large portée, qui vise à mieux répartir les ressources intérieures en les alignant plus fidèlement sur les impératifs du marché.

---

<sup>28</sup> Voir Jung, Woo S. et Peyton J. Marshall, «Exports, Growth and Causality in Developing Countries», *Journal of Development Economics*, vol. 18, n° 1 (mai-juin 1985), pp. 1-12. Ils avancent qu'une analyse de séries chronologiques, comme celle qu'ils ont réalisée, est plus précise que l'étude croisée à laquelle se livrent généralement les spécialistes, puisque différents pays peuvent ne pas afficher des coefficients aussi stables.

<sup>29</sup> Dodaro, *op. cit.*

<sup>30</sup> Voir Bahmani-Oskooee, Mohsen et Janardhanan Alse, «Export Growth and Economic Growth: An Application of Cointegration and Error-Correction Modelling», *Journal of Developing Areas*, vol. 27, n° 4 (juillet 1993), pp. 535-542.

<sup>31</sup> Feder, *op. cit.*

Levine et Renelt affirment que les exportations, prises isolément, n'ont guère d'importance et qu'il faut plutôt s'intéresser à la relation positive qui existe entre le commerce extérieur et la croissance économique.<sup>32</sup> Ils estiment que la libéralisation des échanges peut être plus bénéfique que de simples mesures de promotion des exportations. En outre, la plupart des études ne tiennent pas suffisamment compte des possibilités de différenciation, ni n'accordent assez d'importance aux politiques qui, abstraction faite de la promotion des échanges, peuvent s'harmoniser avec des mesures favorisant l'accroissement des exportations. Helleiner soutient qu'il faudra réaliser d'autres travaux ciblant des pays et des secteurs industriels précis. Selon lui, la vision dichotomique courante qui fait qu'une politique est soit égocentrique, soit exocentrique, est par trop simplificatrice pour rendre pleinement justice de toutes les réalités du commerce international.<sup>33</sup> La Corée du Sud n'a pas adopté une politique purement axée sur l'expansion des exportations; elle a en même temps voulu protéger certains secteurs industriels naissants à potentiel stratégique. Il n'y a donc pas eu, dans son cas, incompatibilité entre le remplacement des importations et l'encouragement des ventes à l'étranger. En fait, même si elle a, à l'instar de l'Argentine, pratiqué une politique de substitution, sa réussite lui vient peut-être moins de ces mesures que des incitatifs qu'elle a fait miroiter à ses exportateurs (alors que l'Argentine préférerait leur imposer des taxes).<sup>34</sup>

---

<sup>32</sup> Voir Levine, Ross et David Renelt, «A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regressions», *American Economic Review*, vol. 82, n° 4 (septembre 1992), pp. 942-963.

<sup>33</sup> Helleiner, G.K., «Trade Strategy in Medium-Term Adjustment», *World Development*, vol. 18, n° 6 (juin 1990), pp. 879-897. Dans des travaux ultérieurs, Helleiner affirme que les mesures commerciales conventionnelles, tarifaires comme non tarifaires, n'ont pas autant d'influence sur la croissance que celles qui ciblent précisément l'importation directe de capitaux, de connaissances et de services étrangers, même si l'exportation doit produire les devises nécessaires pour réaliser ces achats qui rehaussent la productivité. Voir aussi *Trade Policy and Industrialization in Turbulent Times*, manuscrit inédit, Institut mondial pour le développement des recherches économiques, mars 1993, p. 48.

<sup>34</sup> Voir Liang, Neng, «Beyond Import Substitution and Export Promotion: A New Typology of Trade Strategies», *Journal of Development Studies*, vol. 28, n° 3 (avril 1992), pp. 447-472. Une politique qui vise à promouvoir l'industrialisation intérieure peut nuire aux exportateurs. Ainsi plusieurs pays latino-américains ont, pour protéger leur industrie de la concurrence étrangère, renforcé leurs barrières tarifaires à tel point que toutes les entreprises qui importaient du capital ou des demi-produits ont vu leur production taxée, ce qui a affaibli leur position à l'étranger. N'oublions pas, également, que la Corée a été avantagée par de grands programmes d'aide internationale à la fin du conflit coréen et qu'y régnait d'un climat de relations de travail plus calme que celui qu'a connu l'Argentine sous le régime de Peron et par la suite. Certains avancent aussi que la Corée du Sud a su tirer profit de sa position géographique, qui la mettait aux marches des zones d'influence de la guerre froide; plusieurs pays, dont les États-Unis, ont préféré fermer les yeux sur ses politiques exportatrices anticoncurrentielles, arguant qu'il fallait défendre des idéaux politiques internationaux de plus grande portée et signification.

## Exportations de matières premières et de produits finis; diversification des exportations

Les pays en développement dont les exportations sont constituées de matières premières doivent composer avec l'instabilité des marchés mondiaux, marqués en ces domaines par une faible élasticité de la demande. Une augmentation du prix de ces produits n'engendre pas automatiquement une chute sensible de la demande internationale, si bien que, cette dernière étant forte, ces exportations peuvent entraîner une considérable hausse des revenus en devises. À l'opposé, ceux-ci risquent de fondre à la suite d'une baisse des prix.<sup>35</sup> Notons aussi que l'élasticité de l'offre reste généralement faible sur le court à moyen terme; il est donc impossible d'accroître la production pour répondre à une flambée de la demande, ni de la réduire quand les prix chutent. Ce sont ces deux aspects (élasticité de l'offre et de la demande) qui, réunis, sont à l'origine de la volatilité des cours internationaux et font tant varier les revenus d'exportation de bien des économies en développement.

Les exportations de produits finis, par contre, jouissent d'une relative stabilité des prix, car il est possible d'adapter la production aux conditions du marché. Par ailleurs, dans cette catégorie, l'offre est généralement clairement différenciée. Les chaussures du Brésil, les meubles de cuir italiens et les vins français restent tous en demande, principalement parce qu'ils se distinguent de leurs rivaux. On voit donc des produits en somme assez semblables se vendre à des prix différents. C'est un phénomène moins répandu dans le marché des matières premières. Quand un pays vend son étain ou son aluminium moins cher, un autre ne pourra écouler sa production. Les vins français, eux, seront toujours recherchés, même si leur prix fluctue assez considérablement. Soulignons enfin que les produits finis comprennent généralement un ajout de valeur intérieur supérieur à celui des exportations de matières premières.<sup>36</sup>

---

<sup>35</sup> Voir Singer, Hans W. et Patricia Gray, «Trade Policy and Growth of Developing Countries: Some New Data», *World Development*, vol. 16, n° 3 (mars 1988). Ces auteurs concluent que la corrélation entre la promotion des exportations et la croissance semble ne rester solide qu'en présence de conditions commerciales favorables. Il n'est donc pas conseillé à tous les pays de se tourner vers les marchés extérieurs sans tenir compte des conditions qui prévalent. Même quand la demande internationale est favorable, les pays industrialisés tireront généralement mieux leur épingle du jeu que les économies productrices de matières premières.

<sup>36</sup> Prenons un exemple facile à saisir, celui d'une préparation de céréales à consommer au petit déjeuner; les céréales proviennent exclusivement d'un pays en développement, mais la transformation s'effectue entièrement dans un pays développé. La boîte qui se vend 3 \$ peut ne contenir en fait que pour 0,50 \$ de céréales importées. Le pays développé profitera alors d'une valeur ajoutée de 2,50 \$. Harold Innis a invoqué un argument similaire quand il a qualifié l'économie canadienne de «coloniale», puisque le Canada exportait des matières premières et importait des produits finis. Si notre mémoire est fiable, il s'était servi de l'exemple de la purée de pommes, que le Canada importe, alors qu'il exporte des pommes.

Reconnaissons qu'il est plus souhaitable d'exporter des produits finis que des matières premières; un accroissement des ventes de celles-ci peut néanmoins se révéler bénéfique pour l'économie. Kavoussi a établi qu'il existe généralement une corrélation positive entre une amélioration à ce chapitre et un gain de productivité, quoique ce dernier soit plutôt l'apanage des pays à faible revenu. Chez les pays à revenu moyen, ceux qui se tournent vers l'exportation de produits finis ont tendance à mieux profiter d'une hausse de leurs ventes à l'étranger.<sup>37</sup>

Ces données font ressortir l'importance de la diversification des exportations dans une stratégie commerciale. Les spécialistes de ce domaine la recommandent autant que les gestionnaires de portefeuilles d'investissement, car elle permet de se prémunir contre le comportement imprévisible des actifs. Le pays qui la pratique se protégera mieux des fluctuations du prix de ses produits, notamment s'il s'agit de matières premières, dont les cours sont généralement plus volatils que ceux des produits finis. Cela est d'autant plus vrai qu'à long terme les conditions du commerce désavantagent souvent les pays exportateurs de matières premières, même si des études ont démontré qu'il en était de même dans le cas de bien des produits finis issus de pays en développement. Cette situation s'expliquerait par le fait que le comportement de ces produits s'identifie progressivement à celui des matières premières au fur et à mesure qu'ils progressent dans leur cycle.<sup>38</sup>

---

<sup>37</sup> Voir Kavoussi, *op. cit.*

<sup>38</sup> De 1900 à 1986, le prix des matières premières, combustibles exclus, a chuté de près de 40 p. 100 (soit 0,6 p. 100 par année) comparativement à celui des produits finis. Si l'on tient également compte des combustibles, la baisse s'établit à près de 35 p. 100, c'est-à-dire 0,5 p. 100 l'an. Comme à l'accoutumée, il faut se méfier de ces chiffres, puisqu'une comparaison prolongée des cours fait abstraction des variations de qualité qui distinguent les produits. Le lecteur trouvera une analyse plus précise de ce phénomène dans Grilli, Enzo R. et Maw Cheng Yang, «Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows», in *World Bank Economic Review*, vol. 2, n° 1 (janvier 1988), pp. 1-47. Ces auteurs tentent toutefois de faire prendre un tour positif aux statistiques, soulignant que, quand bien même les pays exportateurs de matières premières se seraient trouvés désavantagés par l'évolution des conditions de troc, leurs revenus se seraient améliorés, puisque leurs ventes auraient progressé suffisamment pour compenser amplement les baisses relatives de prix. Ils supposent que l'accroissement du volume des exportations pourrait être lié à des gains de productivité ou à une promotion plus intense dans les marchés extérieurs. S'il est plutôt imputable à une mise en valeur plus extensive des richesses naturelles, les conditions moins avantageuses du marché auront nui aux pays en cause. On peut lire une étude de la détérioration des conditions du marché pour les produits finis provenant de pays moins développés dans Lucke, Matthias, «Developing Countries' Terms of Trade in Manufactures, 1967-87: A Note», in *Journal of Development Studies*, vol. 29, n° 3 (avril 1993), pp. 588-595.

- Le rôle du gouvernement

Dans tous les pays en développement, le rôle joué par le gouvernement dans la croissance de l'économie se caractérise soit par son dynamisme, soit par son effacement. Tout comme le climat politique, les visées économiques des autorités peuvent être déterminantes au plan du potentiel d'expansion d'une économie.

On n'a jusqu'ici guère trouvé de preuves de la supériorité de la démocratie sur la dictature quand il s'agit de promouvoir la croissance économique.<sup>39</sup> Autant on a peu étudié les origines de la croissance économique, autant les rares données disponibles arrivent mal à cerner une éventuelle corrélation entre le rythme de la croissance et la nature des régimes en place. Quelques études ont bien été réalisées, mais aucune ne permet de conclusion ferme quant au régime le plus économiquement fructueux.<sup>40</sup> Certaines économies asiatiques, par exemple, se sont développées rapidement après la guerre sous un régime dictatorial.

Selon certains auteurs, il se pourrait que les caractéristiques d'un régime soient moins importantes que ses manières d'agir. Bardhan, pour sa part, estime que l'on

---

<sup>39</sup> Bien peu d'études démontrent qu'un régime est plus susceptible qu'un autre d'accélérer l'expansion de l'économie; par contre, il en est qui relient les progrès de la démocratie à ceux de l'économie. Plus celle-ci est productive, plus il est probable que diverses composantes de la société en viennent à des compromis, puisque les coûts associés à l'accroissement de la part absolue d'une composante n'interdisent pas aux autres d'améliorer également la leur, même s'il en résulte des rajustements à l'échelle des parts relatives. À l'opposé, dans une économie stagnante, tout accroissement d'une part absolue entraîne nécessairement l'amenuisement des autres. On trouvera une étude plus exhaustive de la question dans Huber, Evelyne *et al.*, «The Impact of Economic Development on Democracy», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 3 (été 1993), pp. 71-85. Ces auteurs, se fiant à la définition conventionnelle de la démocratie, en dégagent trois grandes caractéristiques : l'élection de représentants de la population par un scrutin libre, juste et universel, la direction des affaires publiques par des élus et le droit garanti à la liberté d'expression et d'association (cf. p. 73). Il n'est peut-être pas entièrement pertinent de se référer à cette définition standard quand on étudie des sociétés où les consensus populaires risquent d'être atteints par le biais de mécanismes de participation plus directs (assemblées de citoyens, rencontres tribales, claniques ou communales, etc.). Huber et ses collègues soutiennent également que la fin de la guerre froide a fait disparaître bien des obstacles à la formation de sociétés démocratiques. Les États-Unis, en particulier, ne peuvent plus justifier leur tolérance à l'endroit de régimes dictatoriaux au moyen d'arguments relevant de la sécurité nationale. Par ailleurs, le modèle soviétique a maintenant perdu toute crédibilité économique et politique aux yeux de la plupart des pays en développement.

<sup>40</sup> On trouvera un résumé de ces travaux dans Przeworski, Adam et Fernanco Limongi, «Political Regimes and Economic Growth», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 3 (été 1993), pp. 51-69.



a trop voulu opposer dictature et démocratie.<sup>41</sup> Nous devrions plutôt nous intéresser à l'autonomie relative que l'on retrouve au sein d'un gouvernement et tenter d'établir si celui-ci accorde la priorité aux objectifs à long terme (par exemple aux politiques d'investissement qui favoriseront l'expansion de l'économie) par rapport aux mesures susceptibles de produire rapidement des gains politiques (comme favoriser la consommation immédiate). Bardhan nous propose aussi d'analyser la qualité des interventions gouvernementales, plutôt que leur nombre. Elles devraient être composées de rares mesures bien ciblées, plutôt que de contraintes et de réglementations universelles, exercées sans juste réflexion. Ainsi, un programme gouvernemental visant à lutter contre la pauvreté devrait être assorti d'une aide aux plus pauvres et non pas se limiter à fixer les prix, ce qui entraînerait des distorsions et avantagerait tous les consommateurs, et non seulement les plus démunis.

La stabilité du climat politique d'un pays est peut-être plus déterminante, pour sa croissance économique, que la nature du régime au pouvoir. Les perturbations même les plus légères peuvent effrayer les investisseurs potentiels et les créanciers étrangers, entraînant simultanément la dévaluation de la monnaie intérieure dans le marché international. Une extrême déstabilisation risque de ralentir considérablement la production et de susciter un exode de la population, particulièrement dans ses couches les plus productives. Plusieurs études confirment l'hypothèse du rôle capital joué par la stabilité politique dans l'expansion de l'économie. Barro a démontré, dans ses travaux, qu'il existait une relation négative entre l'instabilité (mesurée par le nombre d'assassinats de personnalités publiques, de coups d'État et de révolutions), l'investissement et les taux de croissance.<sup>42</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, les premiers économistes qui se sont intéressés au développement accordaient une grande importance à l'intervention gouvernementale dans l'économie; ils restaient en cela fidèles aux principes keynésiens, les plus répandus à l'époque. Ils dirigeaient leur regard sur les lacunes de l'économie de marché et avançaient que le gouvernement disposait de certains moyens de les corriger pour assurer une expansion constante. Le retour en force de la théorie néo-classique s'accompagna d'une levée des boucliers contre l'interventionnisme gouvernemental; moins il y en aurait, disait-on, mieux l'économie se porterait. Selon Krueger, les partisans de la théorie conventionnelle du développement voyaient dans le gouvernement le gardien bienveillant des intérêts de

---

<sup>41</sup> Voir Bardhan, Pranab, «Symposium on the State and Economic Development», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 3-7.

<sup>42</sup> Voir Barro, Robert J., «Economic Growth in a Cross Section of Countries», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 425 (mai 1991), pp. 407-443.

la société.<sup>43</sup> Elle leur donne tort, puisque des fonctionnaires ou des dirigeants politiques peuvent fort bien, à l'instar de tous les autres agents économiques, agir à leur propre avantage. Elle affirme que le pendant des lacunes du marché est l'échec gouvernemental, qui s'est manifesté par l'inefficacité et la répartition mal pensée des ressources au cours des années soixante-dix et quatre-vingt.

On sait, par exemple, que la taille même de l'appareil d'État peut gêner la croissance économique. Dans une étude récente, il a été démontré que la fonction publique de plusieurs pays renferme un considérable excédent de main-d'oeuvre. Une telle situation prive les autres activités productives des ressources humaines requises, ce qui est de mauvais augure pour l'expansion de l'économie. En outre, un gouvernement peut être amené à accroître son personnel par des pressions politiques, ce qui stimulerait les intervenants désireux de profiter de rentes de situation (par le népotisme, etc.). Au bout du compte, une considérable fraction des ressources physiques et humaines d'un pays se trouveront siphonnées, sans que les activités directement productives en soient d'autant avantagées.<sup>44</sup> Des budgets de dépenses militaires trop généreux peuvent occasionner des problèmes semblables, s'ils nécessitent une ponction dans les rares ressources destinées aux secteurs plus productifs.

La politique monétaire d'un gouvernement risque également d'avoir de profondes répercussions. Plusieurs chercheurs ont prouvé que des taux d'intérêt réels élevés, quand on restreint l'apport de capital dans le secteur privé, ont un effet négatif sur l'investissement des particuliers. Par ailleurs, on assiste au même phénomène quand, en période de crédit difficile, le gouvernement cherche à s'approprier une plus grande part des ressources financières intérieures. Enfin, quand la politique gouvernementale au plan des taux de change et d'intérêt est mal pensée, il sera souvent impossible de pallier la pénurie de capitaux intérieurs par un investissement venu de l'étranger.<sup>45</sup>

Une politique monétaire trop souple peut évidemment laisser libre cours à l'inflation, qui nuit à la croissance économique en suscitant des distorsions à l'échelle des prix. Les variations relatives des cours servent normalement à répartir les ressources de façon optimale. L'inflation risque de dénaturer le message que transmettent les prix, en plus d'entraîner l'économie vers des secteurs spéculatifs,

---

<sup>43</sup> Voir Krueger, Anne O., «Government Failures in Development», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 9-23.

<sup>44</sup> Voir Gelb, A. et al., «Public Sector Employment, Rent Seeking and Economic Growth», *Economic Journal*, vol. 101, n° 408 (septembre 1991), pp. 1186-1199.

<sup>45</sup> Voir Blejer, Mario I. et Moshin S. Khan, «Government Policy and Private Investment in Developing Countries», *IMF Staff Papers*, vol. 31, n° 2 (juin 1984), pp. 379-403.

générateurs de rentes de situation, au détriment des activités productives. Une inflation galopante est évidemment contre-indiquée; par contre, si l'indice des prix à la consommation progresse à long terme, mais dans la stabilité, des mécanismes se créeront pour en contrebalancer les effets négatifs, dont une indexation ou le recours au dollar dans la comptabilisation de l'économie. L'instabilité du taux d'inflation (courante quand celle-ci est élevée) est source de problèmes plus graves, car elle risque d'inciter entreprises et particuliers à modifier radicalement leurs méthodes d'utilisation des ressources. La recherche n'a cependant pas pu établir de relation considérablement négative entre l'inflation et la croissance à long terme dans des comparaisons entre pays.<sup>46</sup>

Et qu'en est-il de l'effet des dépenses gouvernementales? Peuvent-elles assurer une expansion soutenue de l'économie, comme le postulait la théorie keynésienne? Dans la figure 5, il est impossible de déceler un lien clair entre la croissance et la part du PIB qui revient aux budgets publics. Les autres recherches ont donné des résultats variés. Pour Barro, la consommation gouvernementale nuit à la croissance.<sup>47</sup> Il a cependant établi que les programmes d'investissement des gouvernements exercent un effet positif, qui reste toutefois trop léger pour influencer la statistique. Khan et Reinhart, pour leur part, en viennent à la conclusion que l'investissement privé est plus bénéfique que le capital public pour la croissance vue sur le long terme.<sup>48</sup> Ils soulignent cependant qu'il faut se garder de mal interpréter leurs conclusions. Il se peut que les investissements publics ne produisent pas de bienfaits directs. Une amélioration des infrastructures, par exemple, ne stimule pas en soi la croissance, mais peut inciter le secteur privé à faire de nouvelles mises de fonds qui, elles, auront un effet bénéfique dans un avenir plus lointain. Les gouvernements qui investissent dans les ressources humaines (éducation, santé, etc.) stimuleront aussi de manière indirecte leur économie, quoique la recherche, prise dans son ensemble, ne témoigne pas de cette influence.<sup>49</sup> Ram, de son côté, conclut que la taille de l'appareil public

---

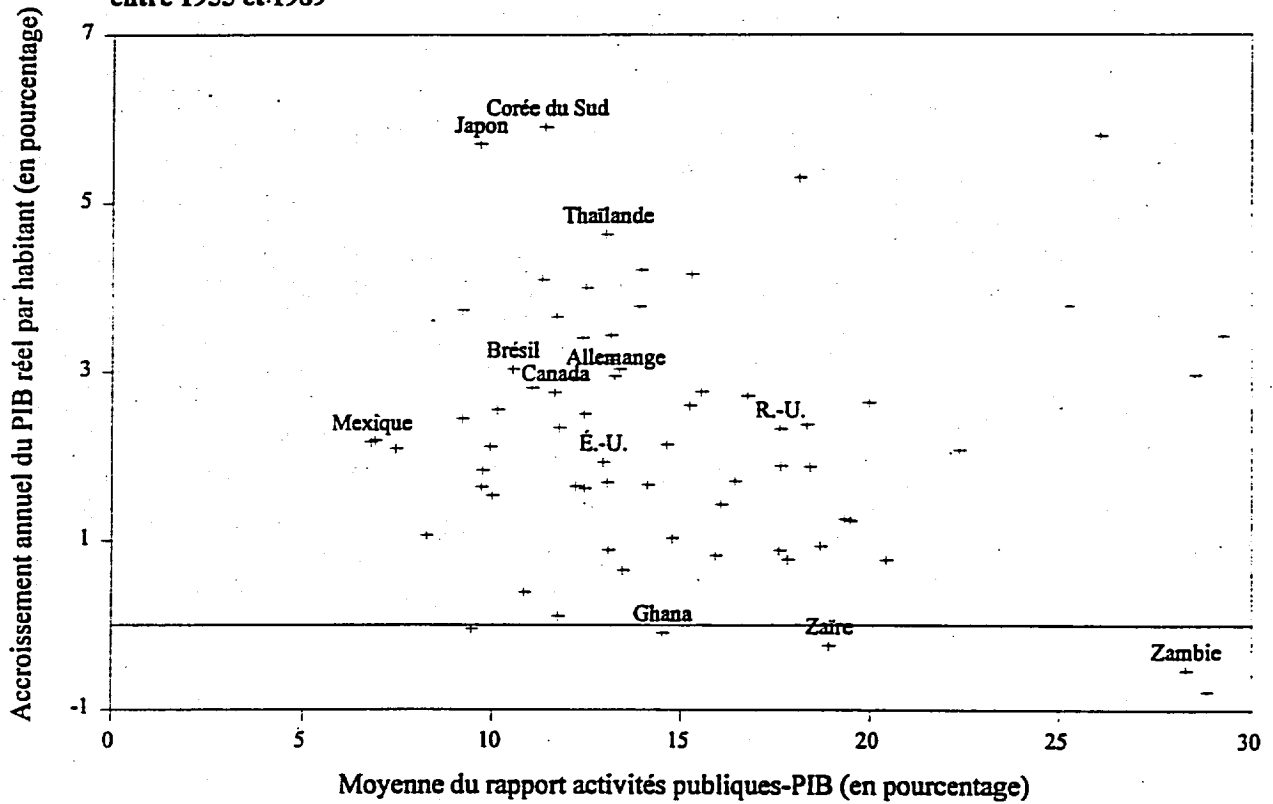
<sup>46</sup> Voir Levine, Ross et Sara J. Zervos, «What We Have Learned About Policy and Growth from Cross-Country Regressions?», *American Economic Review*, vol. 83, n° 2 (mai 1993), pp. 426-430, ainsi que Levine et Renelt, *op. cit.*

<sup>47</sup> Barro, *op. cit.*

<sup>48</sup> Voir Khan, Moshin S. et Carmen M. Reinhart, «Private Investment and Economic Growth in Developing Countries», *World Development*, vol. 18, n° 1 (janvier 1990), pp. 19-27.

<sup>49</sup> Otani et Villanueva, *op. cit.*

Figure 5  
Comparaison entre le rapport activités publiques-PIB et la croissance du PIB réel par habitant  
entre 1955 et 1989



Ce tableque a été créé à l'aide de la formule PWT 5.5. Voir les détails en annexe.

exerce effectivement un effet sur la croissance économique, notamment dans les pays plus petits; cet effet proviendrait surtout des externalités engendrées par l'intervention publique dans l'économie.<sup>50</sup> L'investissement public peut donc compléter l'oeuvre du secteur privé et accélérer par lui-même le rythme du développement économique.

Pour que le gouvernement puisse s'immiscer avec succès dans l'économie, il doit s'attacher à améliorer les débouchés qui s'ouvrent au secteur privé, en prenant toutefois soin de ne pas dénaturer les paramètres commerciaux. Schmitz affirme que l'on pourrait expliquer les disparités constatées entre les rythmes de croissance par habitant de différents pays en invoquant des théories qui s'appuient sur les variations dans les incitatifs (notamment fiscaux) offerts à l'expansion des entreprises et à l'adoption de techniques nouvelles.<sup>51</sup> L'essentiel du problème consiste à prouver la validité de théories de ce genre. Le gouvernement conserve aussi un rôle plus traditionnel, à savoir celui d'offrir les services et de divulguer l'information que le marché ne peut produire par lui-même. À ce chapitre, les infrastructures comptent parmi les éléments les plus souvent mentionnés, mais il peut aussi s'agir de bien d'autres choses. En Inde, par exemple, le gouvernement s'est chargé de faire connaître les techniques propres aux petits secteurs artisanaux comme celui du tissage, en plus d'offrir aux entrepreneurs des possibilités de crédit et de leur trouver des débouchés.<sup>52</sup> Fishlow souligne qu'il ne suffit pas, pour le gouvernement, de se retirer de l'économie; il lui faut aussi stimuler le secteur privé et la société civile à reprendre les choses en main.<sup>53</sup>

Levine et Renelt ont conclu qu'il était difficile d'établir un lien entre la plupart des variables de nature politique et les taux de croissance économique. Ils affirment que les politiques d'un pays forment un ensemble très complexe; à l'avenir, selon eux, les chercheurs préféreront peut-être s'intéresser aux mesures d'ordre macroéconomique et à leurs effets réciproques plutôt que de scruter les répercussions d'un geste donné.<sup>54</sup> De Long et Summers abondent dans le même sens. Leurs travaux démontrent qu'il est généralement impossible de rattacher les écarts de croissance entre les pays à leurs politiques macroéconomiques respectives; pour l'essentiel, ces

---

<sup>50</sup> Voir Ram, Rati, «Government Size and Economic Growth: A New Framework and Some Evidence from Cross-Section and Time-Series Data», *American Economic Review*, vol. 76, n° 1 (mars 1986), pp. 191-203.

<sup>51</sup> Schmitz, *op. cit.*, p. 32.

<sup>52</sup> Voir Datta-Chaudhuri, *op. cit.*

<sup>53</sup> Voir Fishlow, Albert, «The Latin American State», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 61-74.

<sup>54</sup> Levine et Renelt, *op. cit.*, p. 960.

variations sont plutôt imputables à des facteurs structurels et externes. Les mesures macroéconomiques risquent évidemment de nuire au rendement de l'économie, si elles sont mal choisies; par contre, même bien pensées, elles ne réussiront pas par elles-mêmes à provoquer des gains de productivité.<sup>55</sup>

#### 4. Conclusions et éléments d'une politique canadienne

Comme tous les autres pays, les nations en développement ne disposent pas encore d'une recette simple et sûre pour assurer leur croissance économique. En règle générale, on sait déjà qu'un investissement considérable dans le capital physique et humain stimule le développement, tandis qu'une forte croissance démographique exerce souvent l'effet contraire. La nature du régime en place ne semble pas compter parmi les facteurs critiques à moyen terme, quoique la taille de l'appareil public, son aptitude à stabiliser le climat politique et l'innocuité de ses mesures sur le comportement du marché aient une influence déterminante sur l'accélération de la croissance. En soi, l'expansion des exportations semble moins importante que leur composition, leur diversification et l'équité des conditions régnant dans les marchés sollicités. Divers facteurs intangibles pourraient aussi exercer leurs effets sur le rythme du développement, mais il reste difficile d'en bien saisir les conséquences. Un droit de propriété clairement délimité, par exemple, engendre plus facilement l'innovation, car l'innovateur peut alors s'approprier les rentes économiques découlant de la mise au point de nouveaux produits.

Il est évident que le premier élan vers le changement doit venir de l'intérieur même des pays en développement. Une nouvelle politique économique ne gagnera ni en crédibilité, ni en permanence à être dictée de l'extérieur. La communauté internationale ne dispose donc que de peu de moyens de favoriser l'expansion économique des pays moins bien nantis. Le Canada peut tout de même espérer promouvoir une évolution positive grâce à ses programmes d'aide au développement et à sa politique commerciale.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a pour vocation de promouvoir le progrès économique durable dans les pays en développement.<sup>56</sup> Bien que la croissance économique ne soit pas toujours synonyme de développement

---

<sup>55</sup> Voir De Long, J. Bradford et Lawrence H. Summers, «Macroeconomic Policy and Long-Run Growth», *Federal Reserve Bank of Kansas City Economic Review*, vol. 77, n° 4 (4<sup>e</sup> trimestre 1992), pp. 5-29.

<sup>56</sup> Le lecteur trouvera un énoncé de la politique de développement canadienne, telle qu'elle se lisait à la fin des années quatre-vingt, dans Agence canadienne de développement international, *Partageons notre avenir : l'assistance canadienne au développement international*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, 1987.

durable, puisqu'un pas fait dans un sens signifie souvent un recul dans l'autre, aucun pays ne s'enrichira, ni ne se développera s'il ne connaît pas un accroissement tangible de ses revenus individuels. Dans tous les indices du développement humain, le PIB par habitant occupe une large place, qui correspond à l'importance de la croissance économique dans les stratégies de développement.<sup>57</sup>

Le Canada s'est toujours montré très généreux dans son aide aux pays en développement et, plus récemment, aux économies en cours de transformation, comme celles de l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique. Pour la plupart des pays moins avancés, toutefois, le soutien des membres de l'OCDE n'est guère plus qu'un léger adjuvant à leurs propres efforts pour améliorer le niveau de vie de leurs citoyens et, en 1990-1991, la contribution totale en provenance de cet organisme n'atteignait pas un pour cent de leur PNB. Même dans la région la plus pauvre du globe, c'est-à-dire en Afrique sub-saharienne, l'aide internationale nette des membres de l'OCDE s'élevait à peine à 10,8 p. 100 du PNB régional, quoiqu'elle comptât pour plus du tiers de leurs engagements bilatéraux et multilatéraux.<sup>58</sup>

Il serait plus avantageux que les membres de l'OCDE suppriment les obstacles qui se dressent contre les produits en provenance des pays en développement; ces derniers retireraient de l'opération plus que ne leur procure actuellement l'aide internationale et pourraient par la même occasion réduire leur dette extérieure. La

---

<sup>57</sup> Les indicateurs de type social, comme l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation, que l'on emploie couramment pour mesurer le niveau de développement sont généralement liés de près à la croissance économique. Dans une étude portant sur 150 pays, l'indice de la qualité réelle de vie du Overseas Development Council a même été considéré comme n'ayant plus aucune utilité statistique, puisqu'il produisait un classement pratiquement équivalent à celui que le PIB par habitant permettait d'obtenir. Voir à ce sujet Larsson, D.A. et W.T. Wilford, «The Physical Quality of Life Index: A Useful Social Indicator?», *World Development*, vol. 7, n° 6 (juin 1979), pp. 581-584, cité dans Afxentiou, Panayiotis, «Basic Needs: A Survey of the Literature», *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 11, n° 2 (1990), pp. 241-257.

<sup>58</sup> Voir Comité d'Aide au Développement, *Coopération pour le développement, rapport 1992*, Paris, Organisation de coopération et de développement économique, 1992, pp. A27-29. L'aide internationale nette pour le développement comprend les prêts à taux préférentiels accordés par les membres de l'OCDE et les organismes multilatéraux qu'ils financent. Le Fonds monétaire international (FMI) offre des crédits plus considérables qui, entre 1980 et 1990, ont atteint en moyenne 1,8 p. 100 du PIB des pays bénéficiaires et ont permis à ceux-ci d'éponger 29,3 p. 100 du déficit de leur compte courant. Parmi ces pays, ceux qui ont réalisé des programmes du FMI ont toutefois eu droit à une plus large part des fonds de l'organisme, soit en moyenne à l'équivalent de 2,6 p. 100 de leur PIB et 48,3 p. 100 du déficit de leur compte courant. Les programmes du FMI sont principalement conçus pour alléger temporairement les insuffisances de la balance des paiements; en pratique, cependant, cette aide est devenue indispensable pour bien des pays, notamment ceux de l'Afrique sub-saharienne. Voir à ce sujet Killick, Tony *et al.*, «What Can We Know About the Effects of IMF Programs», *The World Economy*, vol. 15, n° 5 (septembre 1992).

Banque mondiale estime que l'élimination de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires pratiquées dans l'OCDE entraînerait une hausse remarquable des exportations cumulatives des pays moins bien nantis; la Chine, la Jamaïque, le Pakistan, la Thaïlande et les Philippines pourraient même afficher un bond de plus de 40 p. 100. Les pays qui, toutes proportions gardées, exportent beaucoup de textiles et de vêtements en profiteraient de manière encore plus frappante, puisque les exportations du Bangladesh, du Sri Lanka et de la République dominicaine, entre autres, pourraient plus que doubler. La Chine et le Sri Lanka tireraient de l'opération des revenus plus de quatre fois supérieurs à ce qu'ils reçoivent aujourd'hui sous forme d'aide au développement.<sup>59</sup>

Notre étude nous a permis de dégager quelques-unes des politiques générales que le Canada pourrait promouvoir à l'échelle bilatérale et multilatérale pour favoriser la croissance économique dans les pays en développement.

- Vu la complexité du processus de développement dans ces pays et l'effet nécessairement modeste de l'aide directe que leur apportent les pays étrangers, le Canada devrait s'attacher à mettre au point des projets et des programmes de large portée, qui seraient susceptibles d'y renforcer les structures et les institutions économiques qui fonctionnent bien ou, au besoin, de les réformer. Toute décision doit être fondée sur les caractéristiques particulières d'un pays. Nous soulignons, comme Nicholas Stern, qu'à cette fin rien ne peut remplacer un travail soigné, fait sur place.<sup>60</sup> L'aide financière peut se substituer, quoique imparfaitement, à la mobilisation des ressources intérieures, mais l'opération ne restera efficace qu'à court ou moyen terme. Le soutien extérieur, s'il entraîne la dépendance, ne sera pas le catalyseur d'une croissance soutenue; il déterminera une expansion éphémère, qui s'évanouira quand cesseront ou diminueront les apports de fonds. L'engagement ferme et prolongé des agents locaux est un facteur essentiel. C'est pourquoi tout programme d'aide doit être soigneusement aligné sur les exigences d'un pays et celles de ses secteurs les plus susceptibles d'en tirer l'avantage optimal, c'est-à-dire une croissance

---

<sup>59</sup> Voir Banque mondiale, «Global Economic Prospects and the Developing Countries 1993», document ronéotypé, pp. 76-77. L'OCDE est du même avis, car elle estime que les barrières actuelles au commerce coûtent plus aux pays en développement que ne leur apporte toute l'aide qu'on leur donne. Voir à ce sujet Comité d'Aide au Développement, *op. cit.*, p. 37. La Banque mondiale et l'OCDE utilisent toutes deux, dans leur calcul, des estimations statiques qui ne tiennent pas compte de l'effet dynamique d'un accroissement des investissements, du progrès technique, etc., à la suite d'une réduction des obstacles au commerce. Si cet effet était pris en considération, les bienfaits nets revenant aux pays en développement seraient probablement plus élevés.

<sup>60</sup> Stern, Nicholas, «Public Policy and the Economics of Development», *European Economic Review*, vol. 35 (1991), p. 267 (traduction libre).



autonome. Cet objectif ultime, s'il est atteint, pourra exercer un effet dynamique dans tous les volets de l'économie et même dans les pays voisins.

- Il serait bon que l'on arrive à mieux saisir les conséquences, au plan de la croissance à long terme, des programmes d'ajustement structurel mis de l'avant par la Banque mondiale et le FMI. Rares sont les chiffres laissant entendre que ces programmes du FMI puissent, dans le proche ou le moyen avenir, nuire à la croissance d'une économie. Peu de chercheurs se sont toutefois intéressés à leurs effets prolongés. Plusieurs études concluent néanmoins que, dans l'immédiat, ils entraînent une chute de l'investissement dans le capital physique comme dans les ressources humaines.<sup>61</sup>
- Le Canada devrait promouvoir, à l'échelle mondiale comme régionale, la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires qui gênent l'importation de nombreux produits provenant des pays en développement (textiles, vêtements, divers produits agricoles, etc.). Les accords de l'Uruguay Round sont de bon augure en ce domaine. Bien que les chiffres présentés dans notre étude ne soutiennent pas clairement l'hypothèse que l'exportation puisse favoriser la croissance, la suppression des obstacles au commerce assurerait une plus grande efficacité au chapitre de la mobilité des ressources entre les nations et stimulerait

---

<sup>61</sup> Les spécialistes qui disent s'appuyer sur un examen suivi de la croissance pour critiquer les programmes d'ajustement structurel n'ont pas encore réussi à présenter des données prouvant leurs effets négatifs. Dans leurs tentatives d'établir le succès ou l'échec de ces programmes, les chercheurs se trouvent toutefois en butte à plusieurs problèmes d'ordre méthodologique. Notons que les pays qui sollicitent l'aide du FMI affichent généralement déjà des résultats économiques peu flatteurs, ce qui complique la tâche de distinguer les effets des politiques macroéconomiques passées de ceux, plus directs, des programmes du Fonds. Malgré tout, quelques études, dont certaines ont été réalisées par des économistes de l'organisme, démontrent que les programmes exercent souvent des effets fort variés sur la croissance dans la période d'un à trois ans qui suit immédiatement leur mise en marche. Voir à ce sujet Killick *et al.*, *op. cit.*; Pastor, Manuel Jr., «The Effects of IMF Programs in the Third World: Debate and Evidence from Latin America», *World Development*, vol. 15, n° 2 (février 1987), pp. 249-262; Donovan, Donal J., «Macroeconomic Performance and Adjustment Under Fund-Supported Programs: The Experience of the Seventies», *IMF Staff Papers*, vol. 29, n° 2 (juin 1982), pp. 171-203; et Reichmann, Thomas M. et Richard T. Stillson, «Experience with Programs of Balance of Payments Adjustment: Stand-By Arrangements in the Higher Tranches, 1963-1972», *IMF Staff Papers*, vol. 25, n° 2 (juin 1978), pp. 293-309. Certains de ces chercheurs ont aussi observé une baisse des taux d'investissement dans le capital physique dans la période immédiatement consécutive à la mise en oeuvre d'un programme. À cela s'ajoute le fait que celle-ci signale souvent une diminution des dépenses publiques, qui se répercute fréquemment dans les budgets consacrés à l'éducation. Le tout pourrait ainsi ralentir la croissance à long terme, à moins que le programme n'ait pour effet de stabiliser le climat social autant qu'économique de façon prolongée. Bien que ces travaux ne concernent que les répercussions des programmes du FMI, les observations qui précèdent valent également pour ceux que finance la Banque mondiale.

l'économie des pays en développement qui sont aptes à rivaliser dans le marché international.

## Annexe

Les données grâce auxquelles nous avons dressé nos figures ont été obtenues à l'aide d'une version perfectionnée de la Penn World Table (PWT), qui se caractérise par le fait que les chiffres correspondant aux dépenses sont réunis en une seule série de prix communs, permettant une comparaison internationale des quantités réelles sur une période prolongée.<sup>62</sup> La PWT comprend 145 pays, dont on a compilé les résultats de 1950 à 1990 inclusivement. Certains d'entre eux ont été laissés de côté en raison d'une insuffisance des données. Pour 74 pays, il a été possible de réunir des chiffres portant sur une période d'au moins 35 ans. Soixante-et-onze d'entre eux ont finalement été sélectionnés, puisqu'on a pu à leur égard rassembler des données correspondant aux années 1955 à 1989, soit la période maximale pour laquelle un nombre optimal d'observations était disponible. Dans la liste qui suit, l'astérisque (\*) dénote les pays membres de l'OCDE.

Afrique (12)  
Afrique du Sud  
Égypte  
Ghana  
Kenya  
Malawi  
Maroc  
Maurice  
Nigeria  
Ouganda  
Zaïre  
Zambie  
Zimbabwe

Amér. centr. et du N. (12)  
Canada \*  
Costa Rica  
El Salvador  
États-Unis \*  
Guatemala  
Honduras  
Jamaïque  
Mexique  
Panama

Porto Rico  
République dominicaine  
Trinité-et-Tobago

Amérique du Sud (11)  
Argentine  
Bolivie  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Équateur  
Guyane  
Paraguay  
Pérou  
Uruguay  
Venezuela

Asie (13)  
Corée du Sud  
Inde  
Iran  
Israël  
Japon \*  
Jordanie  
Malaisie  
Myanmar  
Pakistan  
Philippines

---

<sup>62</sup> On trouvera toutes les précisions à ce sujet dans Summers et Heston, *op. cit.* Cette version perfectionnée porte le nom de PWT 5.5.

Sri Lanka  
Taïwan  
Thaïlande

Europe (21)  
Allemagne \*  
Autriche \*  
Belgique \*  
Chypre  
Danemark \*  
Espagne \*  
Finlande \*  
France \*  
Grèce \*  
Irlande \*  
Islande \*  
Italie \*  
Luxembourg \*  
Malte  
Norvège \*  
Pays-Bas \*  
Portugal \*  
Royaume-Uni \*  
Suède \*  
Suisse \*  
Turquie \*

Océanie (2)  
Australie \*  
Nouvelle-Zélande \*

Nous avons utilisé les chiffres suivants : la croissance réelle du PIB, qui est exprimée sous la forme d'un taux annualisé pour la période de trente-cinq ans et calculée, sur la base du PIB réel de 1955, d'après le PIB réel par habitant en dollars constants selon les prix internationaux de 1985 (cet ensemble correspond à la valeur RGDPCH dans la formule PWT 5.5); la croissance démographique (facteur POP) également exprimée sous la forme d'un taux annualisé sur 35 ans; la part du PIB réel qui revient respectivement à l'investissement et aux dépenses publiques, exprimée sous la forme d'une moyenne annuelle (facteurs CI et CG); et, enfin, la part du PIB réel que représentent annuellement les exportations (facteur AVEX). Cette dernière est obtenue à l'aide de l'équation  $AVEX = (NFB + OPEN)/2$ , dans laquelle l'élément OPEN est une variable particulière à la formule PWT et mesure la proportion que représente l'addition des importations et des exportations par rapport au PIB réel, tandis que le facteur NFB exprime le rapport entre le solde net des comptes extérieurs et le PIB réel, qui s'obtient à l'aide de l'équation  $NFB = 100 - CI - CG - CC$ , CI et CG représentant les éléments mentionnés ci-dessus et CC la part du PIB réel que représente la consommation.

## Bibliographie

- Afxentiou, Panayiotis, «Basic Needs: A Survey of the Literature», *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 11, n° 2 (1990), pp. 241-257.
- Agence canadienne de développement international, *Partageons notre avenir : l'assistance canadienne au développement international*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et des Services, 1987.
- Azariadis, Costas et Allan Drazen, «Threshold Externalities in Economic Development», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 105, n° 2 (mai 1990), pp. 501-526.
- Bahmani-Oskooee, Mohsen et Janardhanan Aise, «Export Growth and Economic Growth: An Application of Cointegration and Error-Correction Modelling», *Journal of Developing Areas*, vol. 27, n° 4 (juillet 1993), pp. 535-542.
- Balassa, Bela, «Exports, Policy Choices and Economic Growth in Developing Countries After the 1973 Oil Shock», *Journal of Development Economics*, vol. 18, n° 1 (mai-juin 1985), pp. 23-35.
- Banque mondiale, «Global Economic Prospects and the Developing Countries 1993», ronéotypé.
- Bardhan, Pranab, «Symposium on the State and Economic Development», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 3-7.
- Barro, Robert J., «Economic Growth in a Cross Section of Countries», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 425 (mai 1991), pp. 407-443.
- Baumol, William J., «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: What the Long-Run Data Show», *American Economic Review*, vol. 76, n° 5 (décembre 1986), pp. 1072-1085.
- \_\_\_\_\_ et Edward N. Wolff, «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Reply», *American Economic Review*, vol. 78, n° 5 (décembre 1988), pp. 1153-1159.
- Birdsall, Nancy, «Population Growth», *Finance and Development* (septembre 1984), 10-4, repris dans Gerald M. Meier, *Leading Issues in Economic Development*, 5<sup>e</sup> édition, New York, Oxford University Press, 1989, pp. 436-440.

- Blejer, Mario I. et Moshin S. Khan, «Government Policy and Private Investment in Developing Countries», *IMF Staff Papers*, vol. 31, n° 2 (juin 1984), pp. 379-403.
- Brander, James A., «Comparative Economic Growth: Evidence and Interpretation», *Canadian Journal of Economics*, vol. 25, n° 4 (novembre 1992), pp. 792-818.
- Chow, Peter C.Y., «Causality Between Export Growth and Industrial Development: Empirical Evidence from the NICs», *Journal of Development Economics*, vol. 26, n° 1 (juin 1987), pp. 55-63.
- Comité d'Aide au Développement, *Coopération pour le développement, rapport 1992*, Paris, Organisation de coopération et de développement économique, 1992.
- Datta-Chaudhuri, Mrinal, «Market Failures and Government Failures», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 25-39.
- De Long, J. Bradford, «Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Comment», *American Economic Review*, vol. 78, n° 5 (décembre 1988), pp. 1138-1154.
- \_\_\_\_\_ et Lawrence H. Summers, «Equipment Investment and Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 425 (mai 1991), pp. 445-502.
- \_\_\_\_\_, «Macroeconomic Policy and Long-Run Growth», *Federal Reserve Bank of Kansas City Economic Review*, vol. 77, n° 4 (quatrième trimestre 1992), pp. 5-29.
- Dodaro, Santo, «Exports and Growth: A Reconsideration of Causality», *Journal of Developing Areas*, vol. 27, n° 2 (janvier 1993), pp. 227-244.
- Donovan, Donal J., «Macroeconomic Performance and Adjustment Under Fund-Supported Programs: The Experience of the Seventies», *IMF Staff Papers*, vol. 29, n° 2 (juin 1982), pp. 171-203.
- Dowrick, Steve et Duc-Tho Nyugen, «OECD Comparative Economic Growth 1950-85: Catch-Up and Convergence», *American Economic Review*, vol. 79, n° 5 (décembre 1989), pp. 1010-1030.

- Edwards, Sebastian, «Openness, Trade Liberalization, and Growth in Developing Countries», *Journal of Economic Literature*, vol. 31, n° 3 (septembre 1993), pp. 1358-1193.
- Feder, Gershon, «On Exports and Economic Growth», *Journal of Development Economics*, vol. 12, n° 1 et 2 (février-avril 1983), pp. 59-73.
- Fishlow, Albert, «The Latin American State», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 61-74.
- Fosu, Augustin Kwasi, «Exports and Economic Growth: The African Case», *World Development*, vol. 18, n° 6 (juin 1990), pp. 831-835.
- Gelb, A. et al., «Public Sector Employment, Rent Seeking and Economic Growth», *Economic Journal*, vol. 101, n° 408 (septembre 1991), pp. 1186-1199.
- Grilli, Enzo R. et Maw Cheng Yang, «Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows», *World Bank Economic Review*, vol. 2, n° 1 (janvier 1988), pp. 1-47.
- Grossman, Gene M. et Elhanan Helpman, *Innovation and Growth in the Global Economy*, 2<sup>e</sup> tirage, Cambridge, Mass., The MIT Press, 1992.
- Harris, Richard G., «Globalization, Trade, and Income», *Canadian Journal of Economics*, vol. 26, n° 4 (novembre 1993), pp. 555-576.
- Helleiner, G.K., «Trade Strategy in Medium-Term Adjustment», *World Development*, vol. 18, n° 6 (juin 1990), pp. 879-897.
- \_\_\_\_\_, *Trade Policy and Industrialization in Turbulent Times*, inédit, Institut mondial pour le développement des recherches économiques, mars 1993.
- Huber, Evelyne et al., «The Impact of Economic Development on Democracy», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 3 (été 1993), pp. 71-85.
- Jung, Woo S. et Peyton J. Marshall, «Exports, Growth and Causality in Developing Countries», *Journal of Development Economics*, vol. 18, n° 1 (mai-juin 1985), pp. 1-12.
- Kavoussi, Rostam M., «Export Expansion and Economic Growth: Further Empirical Evidence», *Journal of Development Economics*, vol. 14, n° 1 et 2 (janvier-février 1984), pp. 241-250.

- Khan, Moshin S. et Carmen M. Reinhart, «Private Investment and Economic Growth in Developing Countries», *World Development*, vol. 18, n° 1 (janvier 1990), pp. 19-27.
- Killick, Tony et al., «What Can We Know About the Effects of IMF Programs», *The World Economy*, vol. 15, n° 5 (septembre 1992), pp. 575-597.
- Krueger, Anne O., «Government Failures in Development», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 9-23.
- Lal, Deepak et Sarath Rajapatirana, «Foreign Trade Regimes and Economic Growth in Developing Countries», *World Bank Research Observer*, vol. 2, n° 2 (juillet 1987), pp. 189-217.
- Levine, Ross et David Renelt, «A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regressions», *American Economic Review*, vol. 82, n° 4 (septembre 1992), pp. 942-963.
- Levine, Ross et Sara J. Zervos, «What We Have Learned About Policy and Growth from Cross-Country Regressions?», *American Economic Review*, vol. 83, n° 2 (mai 1993), pp. 426-430.
- Liang, Neng, «Beyond Import Substitution and Export Promotion: A New Typology of Trade Strategies», *Journal of Development Studies*, vol. 28, n° 3 (avril 1992), pp. 447-472.
- Lucas, Robert E. Jr., «Why Does Capital Not Flow From Rich to Poor Countries?», *American Economic Review*, vol. 80, n° 2 (mai 1990), pp. 92-96.
- Lucke, Matthias, «Developing Countries' Terms of Trade in Manufactures, 1967-87: A Note», *Journal of Development Studies*, vol. 29, n° 3 (avril 1993), pp. 588-595.
- Mankiw, N. Gregory et al., «A Contribution to the Empirics of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, n° 429 (mai 1992), pp. 407-437.
- Murphy, Kevin M., Andrei Shleifer et Robert W. Vishny, «The Allocation of Talent: Implications for Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 2 (mai 1991), pp. 503-530.
- Otani, Ichiro et Delano Villanueva, *Determinants of Long-Term Growth Performance in Developing Countries*, document de travail du FMI, n° 88/97 (novembre 1988).

Parente, Stephen L. et Edward C. Prescott, «Changes in the Wealth of Nations», *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 17, n° 2 (printemps 1993), pp. 3-16.

Passell, Peter, «Trade Winds Blowing in Prosperity's Direction», *Globe and Mail*, 16 décembre 1993, p. B7.

Pastor, Manuel Jr., «The Effects of IMF Programs in the Third World: Debate and Evidence from Latin America», *World Development*, vol. 15, n° 2 (février 1987), pp. 249-262.

Prebisch, Raul, *The Economic Development of Latin American and its Principal Problems*, New York, Organisation des Nations Unies, 1950.

Przeworski, Adam et Fernanco Limongi, «Political Regimes and Economic Growth», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 3 (été 1993), pp. 51-69.

Ram, Rati, «Exports and Economic Growth: Some Additional Evidence», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 33, n° 2 (janvier 1985), pp. 415-425.

\_\_\_\_\_, «Government Size and Economic Growth: A New Framework and Some Evidence from Cross-Section and Time Series Data», *American Economic Review*, vol. 76, n° 1 (mars 1986), pp. 191-203.

Reichmann, Thomas M. et Richard T. Stillson, «Experience with Programs of Balance of Payments Adjustment: Stand-By Arrangements in the Higher Tranches, 1963-72», *IMF Staff Papers*, vol. 25, n° 2 (juin 1978), pp. 293-309.

Romer, Paul M., «Increasing Returns and Long-Run Growth», *Journal of Political Economy*, vol. 94, n° 5 (octobre 1986), pp. 1002-1037.

Schmitz, James A. Jr., «Early Progress on the Problem of Economic Development», *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 17, n° 2 (printemps 1993), pp. 17-35.

Sengupta, Jati K., «Growth in NICs in Asia: Some Tests of New Growth Theory», *Journal of Development Studies*, vol. 29, n° 2 (janvier 1993), pp. 342-357.

Singer, Hans W., «The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries», *American Economic Review*, vol. 40, n° 2 (1950), pp. 473-485.



- \_\_\_\_\_ et Patricia Gray, «Trade Policy and Growth in Developing Countries: Some New Data», *World Development*, vol. 16, n° 3 (mars 1988), pp. 395-403.
- Solow, Robert, «A Contribution to the Theory of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1 (1956), pp. 65-94.
- Stern, Nicholas, «Public Policy and the Economics of Development», *European Economic Review*, vol. 35 (1991), pp. 241-271.
- Summers, Robert et Alan Heston, «The Penn World Table (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons, 1950-88», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 425 (mai 1991), pp. 327-368.
- Wilbur, William L. et Mohammed Z. Haque, «An Investigation of the Export Expansion Hypothesis», *Journal of Development Studies*, vol. 28, n° 2 (janvier 1992), pp. 297-313.
- Westphal, Larry E., «Industrial Policy in an Export-Propelled Economy: Lessons from South Korea», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 4, n° 3 (été 1990), pp. 41-59.

CA1 EA533 94P08 FRE ex.1 DOCS  
Mueller, Richard E.

Croissance économique et pays en



16. Le Libre-Echange Nord-Américain, les subventions et les droits compensateurs: la problématique et les options, par Gilbert Gagné. Document n° 94/13 (À paraître). SP47
17. Dangerous Liaisons: The World Trade Organization and the Environmental Agenda, by Anne McCaskill. Document n° 94/14 (À paraître). SP48
18. Damned If We Don't: Some Reflections On Antidumping and Competition Policy, by Keith H. Christie. Document n° 94/15 (À paraître). SP49

## **B) DOCUMENTS SUR LA PROMOTION DU COMMERCE :**

1. From a Trading Nation to a Nation of Traders : Towards a Second Century of Trade Development, par Andrew Griffith. Document n° 92/05 (mars 1992). SP12
2. Exportation et création d'emplois, par Morley Martin, Document n° 93/06 (juin 1993).\* SP24

## **C) DOCUMENTS SUR LE COMMERCE RÉGIONAL ET L'ÉCONOMIE :**

1. Les approches particulières : régionalisme et diplomatie économique canadienne, par Keith H. Christie. Document n° 93/08 (mai 1993).\* SP26
2. Japon Inc : La maîtrise des principes économiques fondamentaux, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/16 (décembre 1993).\* SP34
3. Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis, par Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie. Document n° 94/06 (avril 1994).\* SP40
4. China 2000 : The Nature of Growth and Canada's Economic Interests, par Steve Lavergne. Document n° 94/10 (mai 1994) SP44
5. The Japanese Way: The Relationship Between Financial Institutions and Non-Financial Firms, par James McCormack. Document n° 94/16 (À paraître). SP50

## **D) AUTRES DOCUMENTS SUR L'ÉCONOMIE :**

1. Croissance démographique mondiale et mouvements de population : Conséquences pour les politiques canadiennes, par Michael Shenstone. Document n° 92/07 (avril 1992).\* SP14
2. Pour des sanctions efficaces et appropriées, par Jean Prévost. Document n° 93/04 (mars 1993).\* SP22
3. L'or noir : Évolution du marché mondial du pétrole et conséquences pour le Canada, par Shusma Gera. Document n° 93/05 (février 1993).\* SP23
4. Croissance économique et pays en développement : Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne, par Rick Mueller. Document n° 94/08 (avril 1994).\* SP42
5. Still an Albatross? The LDC Debt Crisis Revisited, par Rick Mueller. Document n° 94/09 (mai 1994) SP43

\* Disponible en français - available in English